

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX: 0,60 F

N° 130 - 5 Janvier 1963

Accord d'entreprise chez Renault approuvé par tous les syndicats



Cette fois, ils ont gagné : les ouvriers de chez Renault (ci-dessus, lors d'une récente manifestation, avenue de la Reine, à Boulogne-Billancourt) auront quatre semaines de vacances.

(A.G.P.)

Le renouvellement de l'accord conclu pour la première fois en 1955 est un succès pour les organisations syndicales :

4 semaines de vacances, garantie contre les réductions d'horaire.

Ceci devrait servir d'exemple pour d'autres entreprises. (Page 9)

La Cour de
Sûreté de
l'Etat :
Une nouvelle
menace pour
les libertés

(Page 3)

Anglais, Allemands et Français
veulent des éclaircissements
sur les accords de Nassau

(Page 5)

THEATRE

"Le Roi se
meurt" d'Ionesco

(Page 12)

DOCUMENT

Le IV^e
plan

(Page 4)

La trêve

L'ACTUALITE est nulle cette semaine. C'est la période des bilans. Chacun retourne au passé. D'où ce dégoût général pour le présent. Lorsque les actions de l'année écoulée auront été décomptées, on s'apercevra du lieu logique qui les réunissait. On envisage l'avenir. Cette semaine, le présent n'est pas intéressant.

Le Katanga s'est calmé. Le Pape est guéri. L'attentat contre Bourguiba a échoué. Le Président Senghor a enjermé M. Dia. Le général de Gaulle se repose à Colombey. La Chine annonce un accord. Fidel Castro libère tout le monde.

L'agression de l'homme contre l'homme devient individuelle.

Dans quelques jours, tout recommence.

Le concerto grand-bourgeois

LA REVUE DES DEBATS, de Bruxelles est une revue dédiée au culte de l'U.N.R. Nous trouvons à la rubrique « Culture » de son premier numéro, un article signé de Paul Guth et intitulé : « Politique et Poésie ».

La politique est la préoccupation de M. Pompidou. La poésie est celle des autres, mais elle intéresse Georges Pompidou. Georges a fait l'« Anthologie » de ses poètes préférés. Il en est libre. Nous ne résistons pas au plaisir de citer les louanges décernées par Paul Guth à M. Pompidou :

« Beaucoup d'auteurs d'anthologie procèdent à des choix surprenants et fracassants pour se tailler une place. Ils exécutent au couperet des poètes universellement admirés.

« Georges Pompidou, au contraire, rassemble ici les poèmes de la langue française qu'il préfère. C'est pour son propre usage, d'abord qu'il cueille les fleurs. Pour les respirer, pour s'enchanter en se les chantant. La poésie est une des joies suprêmes de la vie. Voici le choix des poèmes qu'un homme loyal s'est constitué pour s'aider à vivre. »

« Les Cosaques ne viendront plus »

JEAN DE FABREGUES écrit dans La France Catholique du 28-12-62 : « 1963 sera le début d'une bataille qui peut être gagnée. A condition que les esprits voient clair et que les âmes s'ouvrent. A chacun d'y travailler ».

C'est la bataille contre le progressisme. Il doit disparaître parce que « Les Cosaques ne viendront plus ».

André François - Poncet écrit dans Le Figaro du 21-12-62, à propos des discordes qui empêchent les Occidentaux de constituer l'Europe :

« La cause de ces discordes est toujours la même. Chacun pense à soi, et ne s'élève qu'avec difficulté à la notion d'un intérêt général, à moins qu'une menace grave ne surgisse. »

Si « les Cosaques ne vien-

nent plus », alors qui viendra, sinon les peuples eux-mêmes, Obliger les bourgeois allemands, anglais, français, hollandais, italiens... à renoncer à leur culte de l'individu, à leur culte du berceau de l'individu appelé « la patrie », à leur culte du groupe des individus appelé « la nation », pour constituer cette Europe ?

Car tous les bourgeois parlent de « faire l'Europe », mais aucun ne le fait. Parce qu'elle existe. C'est l'Europe économique : celle du Marché commun. Cette l'Europe n'a jamais cessé d'exister. C'est l'Europe bourgeoise. Même pendant les grandes guerres d'Europe, le trafic économique entre belligérants ne cessait pas. Le Marché commun. Cette Europe de fait dans une économie promise à la paix éternelle. La frontière, conçue pour la défense, est devenue inutile.

La véritable Europe ne peut être que politique. Ce sera l'Europe des peuples. Et comme elle sera socialiste, personne n'en parle.

La presse du sang

CETTE affaire d'homme coupé en morceaux et livré en valises sur un comptoir de gare n'a, en soi, rien de particulier. Elle est triste. La tête a intéressé quelque temps. Mais on savait que la tête serait retrouvée. Elle a été retrouvée. Cela est devenu pénible. C'était celle d'un champion d'athlétisme.

La presse capitaliste a souligné les détails les plus morbides avec sa précision ordi-

naire : c'est son plaisir. La criminelle, Jeanne Bordier, a crié : « C'est l'O.A.S. ». La presse capitaliste prolonge, dans l'esprit de ses lecteurs, l'incertitude d'une enquête difficile. C'est son « métier ».

L'exposition Le Corbusier

A l'âge de 75 ans, Le Corbusier assiste pour la première fois à une exposition couvrant l'ensemble de son œuvre. Ayant haussé l'architecture au niveau de la philosophie, Le Corbusier est le Michel-Ange de notre siècle : en même temps peintre, sculpteur, écrivain, urbaniste. Chacune de ses créations répond à des motivations d'ordre social ou philosophique.

A chaque fois il tente d'affronter la réalité totale de notre époque. A un fonctionnalisme sommaire il veut substituer la vérité. En visitant cette exposition on se prend à rêver de ce que pourrait être une architecture uniquement soumise aux vues de l'esprit.

Le métro

LA station de métro Varenne fermée depuis le 3 septembre 1939 vient de rouvrir ses portes. Les nombreux fonctionnaires qui travaillent dans les ministères proches de cette station vont pouvoir économiser quelques minutes de trajet, grâce à cette bonne initiative du Métropolitain. Certains pensent que c'est là le résultat

de la modernisation et de la réorganisation du réseau de la R.A.T.P.

Nous sommes désolés, il ne s'agit nullement de tout cela. La vérité est toute autre. Dans les milieux proches du Pouvoir, on chuchote que, dégoûtés des embouteillages et ayant eu l'idée de prendre le métro, Messieurs Gilbert Granval et Edgar Pisani se sont aperçus que la station Varenne, la plus proche de leur bureau, était fermée. Ils ont fait rapidement (pour une fois) le nécessaire : la station vient de rouvrir ! Reconnaissons que les embouteillages ont quelque fois du bon. Il ne reste plus que huit stations fermées. Allons, Messieurs les ministres, un bon mouvement !

Les dames de charité

LE clochard est sympathique au bourgeois. Le clochard n'est même pas révolutionnaire. Il n'a pas d'ambition. Soigner le clochard, c'est donc « soulager la misère à l'état pur ». C'est faire œuvre de charité de la manière la plus désintéressée à son tour. Puisque le clochard se désintéresse lui-même de tout le bien qu'on lui veut.

Une œuvre pieuse s'est donc constituée pour apporter un peu de bien-être à l'occasion du Nouvel An. Elle s'appelle « le Réveillon de l'oiseau ».

Les pouvoirs publics se substituent aux œuvres pieuses pour secourir l'infortune d'autres hommes dont la condition se rapproche beaucoup de celle du clochard, mais dont la conception de la liberté s'en distingue. Le clochard parvient à la liberté en délaissant toutes les contraintes sociales. Les révolutionnaires entendent y parvenir en modifiant les contraintes sociales.

Les contraintes sociales concernent par exemple l'insoumission, la désertion ou l'objection de conscience.

L'impossibilité d'exercer leurs ambitions en prison, rend les révolutionnaires sympathiques, à leur tour, au bourgeois. Des œuvres pieuses se constituent alors pour soulager leur infortune.

Dans un état bourgeois, les maris sont méchants « par la force des choses », mais la douceur de leurs épouses fait contrepoids.

Petites ficelles du grand

DIMANCHE 30, gare de l'Est, il est 15 heures, la police prend position après avoir interdit les environs.

Que se passe-t-il : le général est attendu pour 17 h. 15.

A 16 h. 55, un train arrive. La foule attirée par le spectacle est repoussée, déception ce n'est qu'un train écran à l'abri duquel viendra le train présidentiel.

Un chef de gare confie : « C'est un attrape-nigaud quand il vient il y a des tapis rouges et la fanfare; il vient certainement en hélicoptère ». Rassuré notre camarade s'en va mais à 17 h. 15, rue de Maubeuge : sirène, voitures, motards puis ça y est, c'est bien lui avec la générale.

17 h. 16 : de la gare à la

rue de Maubeuge rien moins d'une vingtaine de cars se remplissent, c'est fini.

Une question se pose. Pourquoi n'y avait-il pas de tapis ? Etait-ce pour tromper le terroriste aux aguets ? Suivons le raisonnement.

Mobilisation : donc il vient. Or pas de tapis : il ne vient pas.

Non c'est un piège donc il vient. Mais comble de subtilité on veut faire croire qu'il vient donc il ne vient pas, etc.

Autre solution avec ce sale temps peut-être que Tante Yvonne ne voulait pas qu'on salisse les beaux tapis.

« Art bourgeois »

M. BORDAZ, directeur général de la Télévision, écrit dans une revue spécialisée « que la Télévision française doit être le contraire d'un art bourgeois ». Nous sommes sur ce sujet, en complet accord avec le directeur général de la R.T.F. Mais qu'il nous soit permis de préciser que pour nous, le contraire d'un art bourgeois représente un art où l'artiste, le journaliste, le réalisateur peuvent s'exprimer en toute liberté.

Or, la R.T.F., par la politique rétrograde de ses responsables, par l'autocensure imposée à ses journalistes, par l'interdiction de plusieurs émissions (Faire-Face. Le Communisme) par la médiocrité de certaines dramatiques, faute de liberté d'action laissée au réalisateur, est encore loin d'être le contraire d'un art bourgeois.

Le barandiot

DANS leur Barandiot, les sénateurs sont des gens bien agréables ! a confié de Gaulle à ses collaborateurs, après la visite protocolaire que lui ont faite, sans leur président Monnerville, les membres du Sénat.

Dans le Mâconnais, un « barandiot » est un paquet trop lourd et trop encombrant pour que l'on s'en embarrasse.

Ces propos sont rapportés par un journal qui a ses petites entrées à l'Elysée. Depuis le référendum le général de Gaulle voue à Gaston Monnerville une haine implacable. Bien que nous, le Sénat ait toujours symbolisé le conservatisme, nous saluons l'attitude courageuse de son Président. Quant aux moyens sordides employés par de Gaulle pour éliminer Gaston Monnerville du Luxembourg, ils démontent qu'une prétendue Grandeur n'est pas incompatible avec une certaine bassesse.

Crise du logement

LE samedi soir, il y a du monde place Saint-Michel. Parmi la foule, un couple avec une perche et en haut une pancarte « Couple (Architecte-Peintre) cherche logis ».

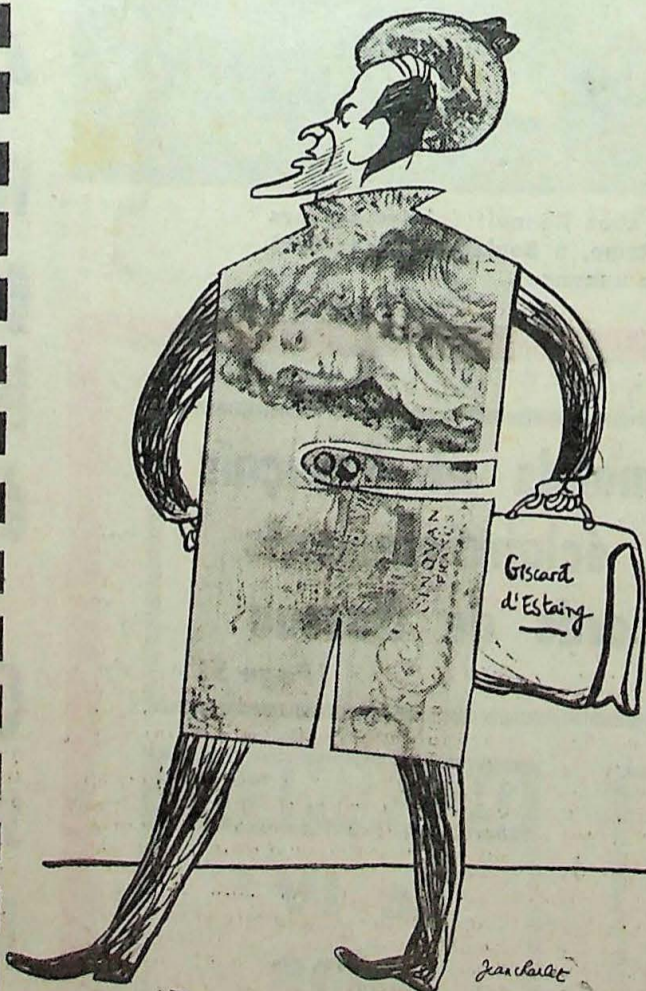
Arrive un car de police, coup de frein, une porte s'ouvre, une pèlerine jaillit.

Non ce ne sont pas des manifestants.

La pèlerine remonte déçue.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET

LE MANTEAU DE VERTU



« Tout le monde pourra s'en offrir un... »

LA BATAILLE PRINCIPALE

LES milieux économiques font, en ce début de l'année 1963, des pronostics qu'il est très important de connaître. L'optimisme tranquille de ces derniers mois a, en effet, cédé la place à une certaine inquiétude. On pense sans doute que l'expansion va se poursuivre. Mais on ajoute qu'elle sera marquée par un accroissement des inégalités entre les différents secteurs industriels, par l'apparition de menaces inflationnistes et par de sérieuses tensions sur le marché du travail.

En vérité, ce qui est, ici ou là, évoqué mais jamais franchement admis, est que le développement de la concurrence à l'intérieur du Marché commun a conduit un certain nombre de grandes sociétés à prendre des risques financiers très sérieux. La part de l'autofinancement a diminué cependant que le recours aux banques est devenu beaucoup plus fréquent. Les bilans vont encore faire ressortir des bénéfices appréciables. En fait, le capitalisme français a dû momentanément accepter une certaine baisse du taux du profit. Et tout le problème est maintenant pour lui de savoir comment il va enrayer cette baisse puis tenter de renverser la tendance.

Lors des récents débats du Conseil économique, le rapporteur Malterre évoquait les trois hypothèses que l'on peut logiquement formuler :

— une réduction du niveau de vie des salariés ;

— une diminution des dépenses improductives (éventuellement militaires) ;

— une inflation contrôlée.

Il écartait la première, estimait que la seconde « ne relevait pas de la compétence du Conseil » et se prononçait donc pour la troisième.

La réaction du Conseil économique a été très intéressante. Il a refusé de considérer que le problème d'une éventuelle réduction du budget militaire était hors de sa compétence, et il a voté un amendement préconisant cette réduction. Fait extrêmement important, cet amendement avait été soumis par le groupe patronal. Cela signifie, d'une part, que la campagne contre la « force de frappe » trouve un incontestable écho (et qu'il faut donc l'entreprendre sans tarder) et, d'autre part, qu'elle se développera sous le signe d'une certaine ambiguïté : le patronat voulant à la fois limiter l'inflation et empêcher de Gaulle de donner un tour trop anti-américain à sa politique internationale.

Mais la campagne contre la « force de frappe » ne touche, de toutes manières, qu'un aspect du problème. Pour le mouvement ouvrier, la question essentielle est celle de la réévaluation du taux du profit que le grand capitalisme va chercher à

réaliser au détriment de la masse des salariés et à travers le « contrôle » de phénomènes inflationnistes (on ne diminuera évidemment pas les salaires, mais on les grignotera par le jeu de la hausse des prix). Le moment où les travailleurs de Renault (secteur public) ont réussi à obtenir de nouveaux et importants avantages est aussi le moment où la direction des établissements Neyrpic (secteur privé) a suspendu l'application de son accord d'entreprise. Cela veut dire qu'il faut se préparer à affronter de nouvelles batailles sociales dans les mois qui viennent. Cela veut dire aussi qu'il faut, pour être en mesure de les livrer, éviter le piège que nous tend le régime.

Celui-ci cherche tout naturellement à nous masquer sa véritable faiblesse et à nous attirer sur un terrain où il est sûr de nous écraser. C'est ainsi qu'une formidable propagande proclame la volonté du gouvernement de réaliser une grande politique sociale. « Vous allez voir, nous dit-on, il va accomplir toutes les réformes que souhaite la gauche. » Dans le même temps, on nous laisse entendre que la principale bataille politique va se dérouler à propos de la suppression du Sénat et de son remplacement par une nouvelle Chambre économique. « Nous comprendrions très bien, nous soufflent les hommes du régime, que vous refusiez ce changement. Il nous paraît naturel que la gauche qui constitue notre opposition se batte pour la défense du Sénat. »

Nous serions des fous si nous nous laissions ainsi mener en bateau. Le point faible du régime, ce n'est pas son projet de transformation du Sénat, c'est la conjoncture économique qui va fixer de sérieuses limites à sa démagogie sociale. C'est sur ce terrain et non sur un autre qu'il faut diriger notre principal combat.

Cela suppose :

1) Une adaptation des objectifs du mouvement ouvrier à la nouvelle situation économique ;

2) Un progrès décisif dans la réalisation du Front unique syndical et un renforcement des liens entre le secteur syndical et le secteur politique ;

3) Des initiatives tendant à coordonner l'action des organisations ouvrières sur le plan européen.

On ne peut, en effet, s'en tenir au simple mot d'ordre d'augmentation des salaires. Il faut contester beaucoup plus directement la gestion de l'économie et la manière dont on la « planifie » à l'échelle française comme à l'échelle du Marché commun.

On nous répète que les masses ne s'intéressent pas à ces problèmes, qu'elles sont « apathiques » et de plus en plus « apolitiques ». Mais il faut ajouter que les masses ne voient pas clairement où on veut les mener et qu'elles sont paralysées par la

division de leurs propres organisations. On ne combat véritablement que sous le fouet de la misère ou dans l'espérance de la victoire.

C'est pourquoi il faut aller au-delà de la conception de la simple unité d'action et ouvrir plus nettement la perspective de l'unification syndicale. C'est aussi pourquoi il faut lier le problème de l'unité du mouvement ouvrier à celui du renouvellement de ses objectifs.

Et, de ce point de vue, la nécessité se fait de plus en plus sentir d'un dialogue entre les partis et les syndicats. Certains de ses syndicats ont, dans un passé récent, sévèrement critiqué l'action des partis. Ces critiques contenaient une très grande part de vérité. Mais que font maintenant ces syndicats ? Que proposent-ils ? Quelles initiatives lancent-ils ? La vérité m'oblige à dire qu'ils attendent celles que va prendre le Pouvoir.

C'est que les organisations syndicales ne peuvent, à elles seules, donner une dimension politique aux luttes sociales et qu'il faut pour cela une action conjointe de ces organisations et des organisations politiques. C'est là un des esprits fondamentaux de la stratégie du Front socialiste dont les communistes soulignent plus que jamais la justesse.

A ceux qui voudraient que l'essentiel de nos efforts soit consacré à des batailles défensives (du type de l'inévitable bataille sénatoriale) et qui pensent « faire avancer l'unité » en recueillant à cette occasion l'adhésion du chanoine Kir et de la fédération radicale de la Charente-Maritime, à ceux qui se croient reportés à l'époque du Front Populaire et qui pensent avoir éclairé les problèmes en collant l'étiquette « fasciste » à l'Etat technocratique moderne et l'étiquette « corporatiste » à la tentative d'intégration des syndicats par le néo-capitalisme, à ceux-là nous disons qu'ils font inconsciemment le jeu du gaullisme. Car le gaullisme — nous l'avons vu au moment du « cartel des non » — se nourrit de la confusion et du « passéisme » de la gauche. Ce qui peut le gêner, ce n'est pas que cette gauche s'unisse aux opposants du centre et de la droite, c'est qu'elle renforce ses liens avec le mouvement syndical (que le régime souhaite précisément neutraliser) et qu'elle conteste, à partir de là, les véritables fondements du pouvoir, c'est-à-dire en premier lieu l'alliance du grand capitalisme et de l'appareil de l'Etat.

Il faut toujours, dans la politique comme dans la guerre, savoir distinguer entre les batailles secondaires et la bataille principale. Dès que cette distinction est faite, tout doit être mis en œuvre pour se préparer, s'organiser et se renforcer en vue de cette bataille principale.

Gilles Martinet.

Une nouvelle menace pour les libertés :

LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

LE régime se hâte d'exploiter sa victoire électorale. Comme le Parlement doit tenir dans les premiers jours de janvier une session extraordinaire consacrée essentiellement à l'examen du budget de 1963, le gouvernement veut en profiter pour faire adopter sans attendre son projet de « Cour de sûreté de l'Etat ».

Il a, en cette affaire, deux objectifs. Il veut d'abord régulariser la situation actuelle en faisant annuler par une loi l'arrêt rendu il y a quelques mois par le Conseil d'Etat dans l'affaire Canal. On sait que cette haute juridiction avait déclaré illégale la cour militaire de justice instituée par ordonnance et, du même coup, cassé les jugements qui avaient été prononcés par ce tribunal.

Il veut, d'autre part, en mettant à profit l'occasion qui lui a été offerte par les activités de l'O.A.S., renforcer son appareil répressif.

Sans entrer pour aujourd'hui dans une étude détaillée des textes préparés par le gouvernement, il nous

suffira de signaler deux dispositions du projet pour en faire apparaître dès maintenant l'esprit.

Le texte du gouvernement tend à permettre une interprétation dangereusement large de la notion d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Sa rédaction était en effet assez imprécise pour qu'on pût considérer la provocation à un attroupement ou les entraves à la circulation comme « crimes et délits de nature à porter atteinte à la sûreté de l'Etat ». On voit tout de suite l'utilisation que pourrait faire d'un tel texte un exécutif qui a déjà réussi à réduire si considérablement le contrôle des Assemblées parlementaires. Autant dire, en effet, que toute manifestation sur la voie publique, fût-elle provoquée à l'occasion d'une grève ou d'un mouvement de revendication sociale, peut être qualifiée de crime contre la sûreté de l'Etat. Il devient dès lors facile de traduire devant le tribunal d'exception les militants syndicalistes considérés comme responsables... d'une entrave à la circulation. Soyons certains qu'en cette affaire le gouvernement

ne songe pas seulement à l'O.A.S., mais aussi à d'éventuels troubles sociaux.

D'autre part, le projet du gouvernement rend définitive la disposition qui porte à quinze jours le délai de garde à vue, alors que le droit commun avait jusqu'ici limité celle-ci à 96 heures. Autrement dit, le pouvoir veut avoir le droit de laisser aux mains de sa police pendant deux semaines tout citoyen contre lequel il lui aura plu d'ouvrir des poursuites en l'accusant d'atteinte à l'autorité de l'Etat. Excellent moyen, on le voit, de détenir sans contrôle pendant un long délai des adversaires politiques.

Le régime cherche à légaliser, grâce à la majorité dont il dispose maintenant à l'Assemblée nationale, ses moyens d'intimidation et de contrainte.

Le texte est déjà venu en discussion devant la commission des lois constitutionnelles. La première des deux dispositions que nous avons citées ci-dessus y a été quelque peu amendée. Cependant, le texte adopté demeure assez vague pour qu'il soit

encore possible à un gouvernement qui se sait à l'abri de toute secousse parlementaire, de l'interpréter avec la plus grande liberté.

Il convient enfin de noter l'aspect politique de ces débats en commission.

Pour le vote de l'ensemble, l'U.N.R. a été épaulée non seulement par les « républicains indépendants » (groupe de Giscard d'Estaing) mais aussi par les députés du centre démocratique (M.R.P. et Pleven). Quant aux « gaullistes de gauche », dont M. Capitant qui préside la commission, ils ont évidemment accepté sans sourciller les propositions du gouvernement. De plus en plus gaullistes et de moins en moins « de gauche ».

L'opposition a été constamment celle des commissaires communistes, socialistes et « rassemblement démocratique » (radicaux et F. Mitterrand). Le clivage, déjà marqué dès les premiers scrutins de l'Assemblée, se consolide. Le M.R.P. s'intègre de plus en plus à la majorité.

P. L.

peut être gagné que si les prix sont stabilisés et les

investissements développés

EN quoi le IV^e Plan se distingue-t-il de ceux qui l'ont précédé ? Chacun de ces plans, élaborés depuis 1947, a eu des objectifs différents, selon les nécessités économiques de chaque époque.

- 1 Plan (Plan Monnet, 1947-51) : reconstitution du potentiel économique de base (énergie, transports, acier ciment).
- 2 Plan (1952-56) : on oriente l'effort vers l'amélioration de la productivité et l'abaissement relatif des prix de revient.
- 3 Plan (1957-61) : recherche de l'expansion de la production, mais à condition de ne pas déséquilibrer la monnaie ni les échanges internationaux.

Le IV^e Plan (1962-65) se caractérise :

- du point de vue formel, par la publicité dont il est l'objet ;
- du point de vue matériel, expansion de la demande finale compatible avec la stabilité des prix et l'équilibre des échanges extérieurs.

I. PROCEDURE D'ELABORATION DU IV^e PLAN

A) DESCRIPTION

Les plans précédents étaient uniquement l'affaire du Commissariat au Plan, c'est-à-dire d'un certain nombre de techniciens de l'Administration.

La procédure d'élaboration du IV^e Plan a été plus complexe :

a) Dès 1959, plusieurs hypothèses économiques, prolongées jusqu'en 1975 (pour voir les effets à long terme de chaque option, étaient mises sur pied, avec chacune un taux d'expansion différent).

b) en 1960, le Conseil Economique et Social porte son choix sur la croissance maximale (+ 6 p. cent par an), le développement en priorité des équipements sociaux collectifs et une répartition plus juste des revenus (vieux, famille, petits salariés, provinces en stagnation).

c) Le Conseil des ministres opta pour un taux de croissance de 5 p. cent, avec possibilité d'aller jusqu'à 5,5 p. cent.

d) L'objectif général étant fixé, on ventila ensuite cette croissance par branches professionnelles ; c'est pourquoi on réunit 22 commissions « verticales » (par branches d'activité) ; 2 commissions « horizontales » (main-d'œuvre et équilibre financier) ; trois organismes techniques (productivité, recherche scientifique, économies régionales).

e) Après consultation du Conseil supérieur du Plan, le projet revint en discussion devant le Conseil Economique et Social.

f) Enfin, il fut ratifié par le Parlement, le 23 juillet 1962, après deux mois de débats ; les députés et les sénateurs purent faire introduire certaines rectifications de détail.

B) CRITIQUE

DE LA PROCEDURE SUIVIE :

Dans chacune des trois phases d'élaboration du Plan, la procédure est très insuffisamment démocratique.

a) Choix des fins : cette phase préliminaire, où l'on doit choisir l'orientation générale du Plan (c'est-à-dire où l'on doit déterminer la priorité à donner aux investissements collectifs ou à la consommation privée), l'option d'un taux global de consommation annuelle de 3, 4, 5 ou 6 p. cent, la part à réserver aux pays sous-développés, etc., doit être fixée avec

l'accord des représentants de la nation, soit dans le cadre institutionnel actuel, par le Parlement, soit par un Conseil Economique qui deviendrait la 2^e Chambre d'un Parlement dont le Sénat aurait disparu (Conclusion du Colloque sur la planification démocratique de mars 1962).

b) Détermination des programmes par branches : c'est la phase technique de l'opération.

La démocratisation de celle-ci devrait se traduire par l'importance accrue du rôle des travailleurs dans les Commissions mentionnées ci-dessus. Car non seulement les représentants syndicaux étaient très nettement minoritaires (1) dans chacune des commissions, mais de plus, ils ne disposaient pas des éléments indispensables pour donner une opinion motivée. Toute participation dans de pareilles conditions ressort de l'esqueroquerie morale.

Le Commissaire au Plan a promis d'augmenter, pour le V^e Plan, la participation des travailleurs, mais il faudrait également qu'il fasse en sorte que cette participation soit, non pas figurative, mais réellement efficace et influente. A ce propos, se pose, d'ailleurs, l'éternel problème de la participation des travailleurs à la gestion capitaliste dans l'actuel régime.

c) Phase d'exécution et de contrôle du Plan : l'exécution du Plan devrait être contrôlée par le Parlement au moment du vote du budget. La Commission des Finances devrait connaître, en particulier, les renseignements concernant les investissements publics et privés.

d) Enfin, s'il est vrai que le Plan doit être « régionalisé », c'est-à-dire qu'on doit déterminer les objectifs et les moyens de chaque zone géographique, des assemblées régionales élues pourraient participer très activement à l'élaboration du Plan, ce qui n'est actuellement pas prévu.

II. OBJECTIFS DU IV^e PLAN

A) ASSURER L'EXPANSION

Etant donné la montée des jeunes qui accèdent au marché du travail à partir de 1966, il a paru, à juste titre, indispensable de promouvoir l'expansion : production accrue de 24 p. cent en quatre ans, soit 5,5 p. cent par an se répartissant de la façon suivante :

a) Production agricole

Les produits agricoles devraient augmenter de 4,5 p. cent en moyenne par an (19 p. cent en quatre ans), ce qui est supérieur au taux d'expansion antérieur (3 à 3,5 p. cent par an). Mais le principal problème dans ce domaine est celui de l'écoulement de ces produits agricoles (surtout céréales, vin et produits laitiers) ; or, le Plan est fort imprécis sur ce sujet ; on n'a mis sur pied aucune réforme des circuits de distribution.

b) Production industrielle

La progression doit être de 6 p. cent par an, soit 25,5 p. cent en quatre ans. Les secteurs les plus expansionnistes devraient être la construction électrique (+ 10,5 p. cent par an), l'automobile (+ 8,6 p. cent), les plastiques, la construction mécanique, le bâtiment et les travaux publics (7 p. cent), les moins favorisés étant les transports (+ 4,3 p. cent), les industries agricoles et alimentaires (+ 3,8 p. cent) et les textiles (+ 3,5 p. cent), le charbon devant même diminuer de 1 p. cent par an.

On note donc un taux d'accroissement annuel, toute compte fait, assez ambitieux ; mais ces objectifs ne seront atteints que si les investissements nécessaires peuvent être réalisés, ce qui paraît malaisé actuellement, et s'il s'opère une certaine rationalisation de la concurrence extérieure : dans certains secteurs, par exemple l'automobile, les prévisions réunies de la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne dépassent très nettement les possibilités d'absorption du marché ouest-européen, et il risque de se produire d'ici trois ans une crise de surproduction à l'échelon européen qui se répercutera à toutes les branches de l'économie.

tissements nécessaires peuvent être réalisés, ce qui paraît malaisé actuellement, et s'il s'opère une certaine rationalisation de la concurrence extérieure : dans certains secteurs, par exemple l'automobile, les prévisions réunies de la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne dépassent très nettement les possibilités d'absorption du marché ouest-européen, et il risque de se produire d'ici trois ans une crise de surproduction à l'échelon européen qui se répercutera à toutes les branches de l'économie.

c) Equipements sociaux

On a annoncé fort bruyamment que les investissements réservés aux équipements sociaux s'accroîtraient de 50 p. cent en quatre ans contre 28 p. cent aux équipements productifs (industrie et agriculture). Ainsi, la progression prévue des investissements scolaires et universitaires serait de 72 p. cent dans le IV^e Plan par rapport au III^e. Les investisse-



ments d'ordre hospitalier et sanitaire tripleraient, ainsi que ceux concernant l'équipement culturel.

Cependant, il ne faut pas se laisser abuser par le pourcentage d'augmentation élevé de ces crédits : ceux-ci sont, en effet, modestes en valeur absolue ; on fait mieux dans ce IV^e Plan que dans le III^e, mais ce n'est pas encore beaucoup. Enfin, tout le monde s'accorde à déplorer l'insuffisance de l'accroissement prévu du nombre de logements terminés en 1965 (350.000 contre 320.000 en 1961, alors qu'on en réclame 400.000 par an) ; cette inquiétude est d'ailleurs d'autant plus fondée que pour 1962, on assista plutôt à une diminution du nombre de logements terminés qu'à un accroissement, alors qu'il faudrait un effort supplémentaire pour les rapatriés.

B) RESPECTER L'EQUILIBRE ECONOMIQUE

a) Equilibre de la main-d'œuvre et de l'emploi

On a estimé que la population active s'accroîtrait en 1965 de 780.000 par rapport à 1961 (+ 4,1 p. cent). De plus, près de 450.000 agriculteurs quitteront la terre. Cet apport de 1.230.000 personnes se répartira pour les deux tiers dans le secteur tertiaire et pour un tiers dans l'industrie. Donc, pas de chômage à craindre.

Cependant, on peut objecter qu'en premier lieu, par suite des insuffisances de la formation professionnelle, il y aura un déséquilibre entre les degrés de qualification, qu'en second lieu, il existera un autre déséquilibre entre régions, qu'enfin, on ne tient pas compte de l'arrivée massive des rapatriés d'Algérie qui accentuent les difficultés de qualification et de répartition géographique.

b) Equilibre prix-salaires

Le taux d'accroissement des revenus par tête doit augmenter de 22 p. cent en quatre ans (en francs constants) ; la progression des traitements des fonctionnaires sera du même ordre que celle des autres traitements. Le revenu des agriculteurs qui devait être limité d'abord par les « prix objectifs » se verra bonifié par le fait que les prix agricoles rattraperont ceux des marchés extérieurs. Enfin, des mesures particulières seraient prises en faveur des vieux, des familles et du S.M.I.G. qui s'accroîtrait plus vite que le niveau moyen des salaires.

D'une façon générale, toutes ces hypothèses reposent sur une stabilité relative des prix qui n'est guère atteinte depuis le début de l'année 1962.

c) Equilibre consommation-investissements

Une priorité doit être accordée aux investissements. Certes, la consommation doit s'accroître de 23 p. cent en quatre ans, mais les investissements passeraient de 20 à 22 p. cent des ressources nationales totales. Cette hypothèse est assez aléatoire étant donné que l'on n'a pas prévu comment seraient financés ces investissements. Aucune politique cohérente n'est organisée à ce sujet et il en résulte qu'à la fin de 1962, on est déjà en retard dans ce domaine des investissements.

d) Equilibre du commerce extérieur

On prévoit que l'excédent des exportations sur les importations progressera légèrement par rapport à ce qu'il est actuellement. Certes, on paraît être dans la bonne voie sur ce plan, mais il ne faudrait pas qu'il y ait de récession à l'étranger, en particulier chez nos partenaires du Marché commun, pour que nos exportations puissent progresser.

DES PROGRES ET DES INQUIETUDES

En conclusion, le IV^e Plan marque un progrès certain par rapport au III^e Plan. Il tente de créer un cadre où les intérêts individuels et collectifs s'accorderaient non par la contrainte mais par la négociation.

Cependant, il se montre très nettement insuffisant quant à la démocratisation de sa procédure, quant à ses objectifs sociaux et quant aux moyens dont il dispose pour atteindre les buts économiques qu'il a fixés. Il constitue plus un pari sur l'avenir qu'une véritable planification. D'ailleurs, sa première année de réalisation et les prévisions budgétaires de 1963 peuvent fournir des sujets d'inquiétude, principalement quant à l'équilibre des prix, au niveau des investissements privés et publics (débudgétisation d'investissements des entreprises nationales) et au logement.

Rémy Grillaut

(1) 562 représentants des syndicats patronaux, 783 fonctionnaires, 692 notabilités pour... 282 syndicalistes ouvriers et 107 agriculteurs.

Page étudiante

La prochaine page étudiante sera consacrée à Paris-droit.

Nous renouvelons l'appel aux sections étudiantes de province pour qu'elles nous fassent parvenir des renseignements.

T.S. - S.N.E.

C'est peut-être la brèche chez les "atlantiques"

LES conclusions de la conférence anglo-américaine des Bahamas provoquent décidément des réactions et des sursauts à l'intérieur du camp atlantique que même la période des fêtes ne parvient pas à estomper.

C'est, pour le moment d'abord et surtout, chez les Anglais que le mécontentement s'exprime et la révolte gronde. Loin de s'apaiser, les remous causés par l'« apport » de la fusée Skybolt gagnent en profondeur. Les propres amis politiques de M. Macmillan, les conservateurs, mènent la Fronde. Ainsi le député Biggs-Davison n'a-t-il pas hésité à parler de « Dunkerque diplomatique », ajoutant avec un soupir : « C'est un nouveau Churchill qu'il nous faudrait. » Mieux : plusieurs leaders conservateurs ont exigé que le ministre de la Défense, Thorneycroft, vienne leur fournir des explications le Jour de l'An, date habituellement sacrée pour le repos des parlementaires. Le président de la commission de la Défense, sir Arthur Harvey, a en outre décidé de partir le lendemain 2 janvier aux Etats-Unis, pour contacter la firme Douglas,

qui fabrique le Skybolt (dont, d'ailleurs, plusieurs essais ont été, ces jours derniers, négatifs) et récuser les assertions de Washington sur l'inefficacité de ces fusées.

Quant à la presse britannique, elle est franchement mauvaise pour le gouvernement. Le « Daily Telegraph » (conservateur) écrit : « Thorneycroft aura du mal à persuader les députés que le remplacement de Skybolt ne lui a pas été imposé. » Le « Daily Express » affirme : « Les conservateurs sont résolus à forcer le gouvernement à combler la faille qui se produira dans nos défenses d'ici six ou sept ans. » Le « Daily Sketch » va même plus loin : « La bagarre se prépare au sein du parti conservateur, écrit-il. L'autorité de Macmillan est en jeu. » Enfin, le journal de l'opposition travailliste, le « Daily Herald », ajoute : « Le colère monte chez les Tories. Thorneycroft pourrait bien être le premier sacrifié. » Il est un fait que le ministre de la Défense prend déjà figure de bouc émissaire du mécontentement général.

La situation n'est guère meilleure en Allemagne fédérale. Bonn

estime que les conversations Kennedy-Macmillan traduisent la volonté anglo-américaine d'obliger les Allemands à plus de souplesse en ce qui concerne les problèmes politiques et militaires de l'O.T.A.N. Aussi la presse adénauérienne reproche-t-elle à Kennedy de vouloir faire supporter à l'Allemagne de l'Ouest le poids du réarmement classique de l'Europe occidentale en continuant à l'écartier de tout armement nucléaire, autrement dit à vouloir en faire l'infanterie de l'Alliance atlantique.

Adenauer, sous couvert de réclamer des précisions, a envoyé un message personnel en ce sens au chef de la Maison Blanche qui, paraît-il, n'a rien de spécialement affectueux.

De Gaulle cherche à gagner du temps

Toute cette agitation n'est pas tellement faite pour déplaire à de Gaulle qui peut ainsi en profiter pour durcir sa position à l'égard de Kennedy. La semaine dernière, la tendance était au « oui, mais... » en réponse aux

propositions américaines. Les choses étant devenues ce qu'elles sont, on pencherait maintenant vers le « non, mais... ». Mais, pour le moment, il s'agit surtout de bien laisser se décanter la situation.

De Gaulle a d'ailleurs fait ses comptes et s'est aperçu :

1° Que ce qu'on lui proposait de mieux était au fond le traitement réservé à l'Angleterre, « humiliée et bafouée ». Ce n'est pas précisément l'entrée royale au Directoire atlantique telle que nous la présentait, il y a huit jours, les thuriféraires du « guide ».

2° Que d'ici 1970 la France peut (au prix d'un effort financier immense, bien sûr) parvenir à acquiescer sa force de frappe. De Gaulle sait bien qu'elle sera radicalement disproportionnée au regard de celles des Deux Grands, mais il pense qu'indépendante elle constituera néanmoins un moyen de chantage appréciable sur le plan international.

Car de Gaulle, hélas ! ne croit à l'efficacité politique que basée sur la force des bombes H et des fusées, même de seconde zone.

Georges Batelier.

MOSCOU

Le modernisme intellectuel : UNE QUESTION DE STRUCTURE ECONOMIQUE

EN 1922 a Russie soviétique se vida de ses meilleurs peintres : Chagall, Kandinsky... Ceux qui festèrent se consacrèrent aux Arts Appliqués et à la décoration d'assiettes.

Pourtant la Révolution avait honoré les avant-gardistes comme des frères de combat : Chagall avait été nommé Commissaire du Peuple aux

tistique qu'après en avoir dénié bien d'autres. La mise au pas de l'art succéda en effet à la mise au pas de la presse : les journaux aux ordres ne supportent pas la liberté.

Khrouchtchev est maintenant aux prises avec un problème inverse. Depuis des années déjà, la peinture, la musique, la littérature ont retrou-

de l'artiste en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires. L'Etat lui fournit un atelier, lui organise des expositions d'un retentissement considérable, la presse orchestre sa publicité. De plus l'Etat s'occupe de la partie commerciale ; il y a aussi la manne fabuleuse des commandes officielles... Les compositeurs de musique participent aux mêmes avantages : l'Etat fournit l'orchestre, la salle de concert, assure les retransmissions radiophoniques...

La Treizième Symphonie de Chostakovitch

L'Etat, pesant de tout son poids sur le succès, s'estime entièrement responsable et se réserve le droit de définir la ligne. Il ne peut d'une part entretenir l'artiste, et de l'autre attaquer dans la presse. Cette contradiction se résoudrait par le jockeyage de l'artiste ou par celle du journaliste. Il faut donc réaliser l'accord avant l'exposition ou le concert.

Les critères qui dictent la ligne esthétique sont d'ordre politique ou en rapport avec les exigences de la guerre froide. La récente symphonie de Chostakovitch, sur des poèmes d'Evtouchenko dénonçant les survivances de l'antisémitisme en U.R.S.S., prend des dimensions internationales car jouée par un orchestre d'Etat, dans une salle d'Etat, il semble que le gouvernement cautionne le contenu politique. Dans le contexte de la guerre froide cela pourrait être exploité par l'adversaire.

Une attaque contre les abstraits

Les peintres abstraits exigent aujourd'hui l'accès des salles officielles et le droit de profiter du circuit commercial de l'Etat. C'est le moment qu'a choisi Khrouchtchev pour dire que les tableaux abstraits semblent avoir été peints avec la queue d'un âne. Sur le plan de la qualité les peintres attaqués sont médiocres. Depuis trop longtemps hors du courant artistique, ils tâtonnent et rappellent nos peintres médiocres qui, vers 1930, hésitaient encore les subistes et les abstraits. Mais là n'est pas le problème et Khrouchtchev est trop fin pour se croire un critique d'art avisé.

Mais ayant levé la chape de plomb

qui pesait sur les artistes, il se voit maintenant entraîné vers des conséquences hors de proportions avec la querelle des figuratifs et des abstraits. S'il veut préserver les structures centralistes en laissant la liberté aux artistes, il est entraîné à soutenir les tableaux abstraits ou seulement tristes, la musique sérieuse ou dodécaphonique... S'il veut dégager sa responsabilité (et c'est ce que voudrait Khrouchtchev) il est entraîné à libéraliser les secteurs-clés du communisme. Il ne suffit pas d'une autonomie de gestion sur le plan artistique.

La décentralisation devrait couvrir les salles d'exposition et de concert ; puis celle des musiciens d'orchestre ; ces derniers exigeraient une place sur les antennes de la radio d'Etat. Les peintres exigeraient un circuit commercial libre, au-delà des ventes de gré à gré entre amis ; cela suppose la possibilité de se faire connaître,



(Archives Tribune.)

Un groupe de jeunes visitant un musée.

Beaux-Arts ; Kandinsky et Malevitch avaient pris la direction de l'Académie de Moscou.

Mais quelques années après, les représentants les plus conservateurs de la peinture bourgeoise, se rebaptisant « réalistes socialistes », s'emparèrent des postes de commande. Les Matisse et les plus beaux Picasso disparurent des musées et nul ne fut admis à les voir, fut-ce dans les réserves. Les « Modernes » durent se soumettre ou s'exiler.

La liberté artistique

Dans une perspective d'efficacité immédiate il est de peu d'importance de sacrifier quelques peintres ou musiciens. Mais on ne dénie la liberté ar-

vé une pleine liberté de création, à condition que les œuvres restent enfermées dans le secret des ateliers, ou réservées à un petit groupe de collectionneurs, parmi les lesquels on compte Ilya Ehrenbourg ou le très esthète Mikoyan.

Le droit d'exposer

C'est un premier pas vers la libéralisation. Mais cette situation ne pouvait être qu'intermédiaire, car pour un artiste, ne pas exposer, équivaut à une mort intellectuelle. Les artistes exigent aujourd'hui, non la liberté de création, mais le droit de se manifester.

Pour comprendre le problème il faut considérer la situation privilégiée



(Archives Tribune.)

Falk : un des peintres attaqués. Il a eu droit aux réflexions de Khrouchtchev.

donc une critique libre qui soutiendrait les artistes dont l'Etat se désintéresse. Les peintres abstraits ouvrent ainsi une brèche dans le monopole de la presse.

C'est à tout cela que Khrouchtchev a voulu donner un coup d'arrêt.

O. Hahn.

PRESSE féminine : quels réflexes immédiats suscitent chez un militant du P.S.U. ces trois mots : Frivolité ? Grâce ? Ridicule ? L'espoir aussi peut-être de lire une spirituelle mise en boîte du *Elle* que lit sa sœur et du *Nous Deux* trouvé un jour sur une banquette de train ?

J'ai peur que cet article ne soit ni gracieux ni spirituel : j'ai fait seulement des vœux pour qu'il ne soit point ridicule à force de se refuser d'être frivole...

L'état et la nature de la presse féminine française actuelle sont lourds d'implications politiques, même si elles sont peu visibles. Chacun le sent confusément. Chacun sait vaguement que c'est là « une puissance ». Mais qui la connaît ? Qui a réfléchi à la nature de sa puissance et aux causes de son succès ? Aux leçons que devraient en tirer des socialistes désireux de ne point borner la planification idéale au seul domaine de la production ou de la consommation ?

LES faits nous contraignent à prendre conscience de l'importance capitale du problème de l'information dans un pays où les réunions électorales ne peuvent lutter contre la puissance de la télévision. Mais l'information pure n'est qu'un aspect d'un problème plus vaste, que chacun cherche à baptiser et qui hérite, le plus souvent, du nom lourd et ambigu de « communication ».

La TV., la radio, la presse, centralisées entre les mains de quelques-uns, communiquent constamment avec la grande masse, avec nous tous. Nous entendons et nous lisons un flot de messages de toutes sortes, dont la majeure partie est destinée à nous distraire. Nous distraire, peut-être, justement, des « informations ». La presse féminine est un des secteurs les plus prospères et les plus vastes de cette presse parallèle à la presse d'information, qui se proclame apolitique, mais n'en véhicule pas moins des idées, des modèles de vie, des conseils, des morales qui contribuent à forger la mentalité et les conduites de millions de femmes et de familles.

Savants jésuites

Nombre de savants jésuites, conscients de cette puissance, ont lu, pendant des années, « Intimité », « Confidences » ou « Elle » pour mieux les combattre et pour mieux conseiller « Bonnes Soirées », « L'Echo des Françaises » ou « L'Echo de la Mode ». Combien de socialistes en ont fait autant ? Ils se sont, presque toujours, contentés de sourire, de se moquer, de vitupérer, sans lire ces journaux, confiants en le jour problématique de l'avenir où nous serons au pouvoir et pourrions lancer une presse féminine saine, intelligente et qui plaira.

Mais qui, d'entre nous, la lancera ? Et selon quelle formule magique saura-t-elle plaire et convaincre ? Il faut, tout de même, réaliser que dans ce domaine, l'expérience de la Libération fut désastreuse. La presse féminine de gauche a eu ses chances. Elle n'a pas su les exploiter et s'est laissé distancer et étouffer par de plus riches qu'elle peut-être, mais doués de plus de psychologie sociale aussi et qui ont fini par lui prendre ses lectrices jusque dans les familles d'ouvriers militants.

Trente titres

La presse féminine est la plus riche et la plus diffusée des presses périodiques françaises. Pour équilibrer les chiffres du tirage global de la presse féminine en France, il faudrait additionner : la presse périodique d'information, la presse périodique technique et la presse périodique enfantine.

Actuellement, la presse féminine compte quelque trente titres. (Il est difficile de savoir où s'arrête la presse féminine ; nombre de bulletins religieux, de bulletins d'associations féminines et de journaux de modes purement techniques ne me semblent pas pouvoir être comptabilisés avec les périodiques mis en vente dans les kiosques et comportant des textes rédactionnels.) La presse de cinéma et les hebdomadaires à sensation du type « France-Dimanche », « Ici-Paris », ne sont pas uniquement destinés aux femmes et ne peuvent être comptés comme presse féminine. Du reste, ces deux derniers journaux, contrairement à certaines affirmations, sont lus par plus d'hommes que de femmes.

Parmi les trente titres retenus, 15 hebdomadaires, 15 mensuels.

Si nous additionnons les tirages des mensuels et des hebdomadaires — en multipliant ce dernier total par quatre car les hebdomadaires tirent au moins quatre numéros par mois — nous aurons, approximativement, le nombre d'exemplaires imprimés et mis en vente chaque mois en France.

Les chiffres moyens de 1961 nous donnent ainsi un total de 44.855.000 exemplaires distribués chaque mois. (Tirage global des mensuels féminins : 6.967.000 ; tirage global chaque semaine des hebdomadaires : 9.472.000 ; tirage des hebdomadaires par mois : 37.888.000.)

La plupart de ces périodiques bouillonnent peu. La diffusion réelle (vente effective) calculée, tout comme les tirages sur lesquels nous nous sommes basés, par l'Office de Justification de la Diffusion, en fait foi. Cet organisme de contrôle est financé par les publicitaires, qui tiennent à savoir exactement, pour mieux distribuer leur budget, quelle est la « couverture » et la pénétration réelles de chaque publication, sans se fier aux seuls dires des éditeurs eux-mêmes.

Après soustraction des inventus, la presse féminine demeure très puissante. Près de 40.000.000 d'exemplaires sont effectivement vendus. Ce qui représente, de la part des femmes qui les achètent, un débours mensuel global de 32.000.000 de nouveaux francs. Environ 2,1 NF par semaine et par femme de plus de quinze ans, chiffre raisonnable quand on pense que pour ce prix modeste qui ne représente pas même une séance de cinéma dans bien des villes, la femme s'assure, et souvent à son entourage, plusieurs heures de lectures, des conseils d'économie domestique utiles, des informations sur la mode et la précieuse impression d'appartenir à un groupe, à une sorte de communauté partageant ses intérêts, ses préoccupations, ses goûts, ses aspirations — que celles-ci soient sentimentales, morales ou religieuses.

De main en main

Cependant, ces chiffres donnent une idée erronée de l'importance de la diffusion de cette presse. En effet, la plupart de ces magazines se passent de main en main et sont lus chacun par plusieurs personnes (au minimum trois, estiment les publicitaires). Le nombre des lectrices de chaque publication est donc bien supérieur à celui des numéros effectivement vendus.

De même ces chiffres de vente laissent mal transparaître la richesse de la presse féminine. A l'exception de quelques périodiques religieux et d'un hebdomadaire d'extrême gauche « Heures Claires », qui reçoivent peu de publicité, les journaux féminins attirent les annonceurs comme les champs fertiles attirent les cultivateurs. Ce sont, en France, les femmes qui font 80 p. 100 des achats. Ce sont elles que les publicitaires veulent atteindre. (Ce sont elles qu'il faudrait atteindre pour une rééducation de la consommation.) Certains journaux féminins avouent que leurs recettes s'établissent, selon la répartition : vente au numéro : 30 à 40 p. 100 des recettes ; publicité : 60 à 70 p. 100.

La presse féminine a donc un aspect d'énorme affaire financière et, à l'inverse de la plupart des secteurs de la presse, elle est, dans sa grande majorité, largement bénéficiaire. Un journal politique coûte de l'argent et nécessite des mises de fonds et souvent des injections ultérieures de capitaux considérables.

Un périodique féminin est une entreprise rentable. Ce qui explique que des trusts éditant des quotidiens d'information publient, en même temps, des revues féminines. (« Le Parisien libéré » et « Marie-France » ; « France-Soir », « Paris-Press » et « Elle » ; et l'exemple type de Del Duca, qui ne doit qu'à sa fortune amassée à éditer des revues féminines d'avoir pu lancer « Paris-Jour » et le faire progresser dans un marché de la presse très lourd et en constante difficulté depuis que la télévision a pris, en France, une assise plus importante.)

Le trust Del Duca

Qui sont les éditeurs de presse féminine ? Del Duca est, sans doute, le plus spécialisé et le plus puissant. Il publie, entre autres, « Nous Deux », « Intimité », « Festival », « La Vie en Fleur » et « Modes de Paris », hebdomadaires féminins. « Nous Deux », à peu près le même tirage que « Paris-Match » (1.350.000) et « Modes de Paris », qui vient de se jumeler avec le périodique féminin de « La Vie des Métiers », monte : son numéro de début octobre 1962 a été tiré à 1 million 400.000 ; il cherche à devenir « le plus gros tirage des journaux féminins d'Europe continentale ».

Del Duca publiait, avant la guerre, des journaux d'enfants. Il a fondé, en 1946, les Editions Mondiales, qui ont aujourd'hui plusieurs filiales.

Le phénomène Del Duca est intéressant car il a su se tailler, en quelques années, un véritable empire dans le monde de la presse et de l'édition en jouant une carte que tous les publicitaires avaient, jusque-là, plus ou moins dédaignée : le public populaire. Les sondages et enquêtes les plus sérieux font, en effet, éclater des vérités qui devraient retenir l'attention d'un parti politique soucieux d'atteindre la masse des travailleurs (et souffrant, jusqu'à présent, d'hypertrophie intellectuelle).

— Les lecteurs de la presse Del Duca se recrutent parmi les classes laborieuses les plus

défavorisées et les moins instruites ; 58 p. 100 dans le seul milieu ouvrier.

— Ils comptent un fort pourcentage de ruraux, alors que jusqu'alors on pensait que la pénétration d'une publication non locale en milieu rural demandait des décades et des décades.

— Nombre de lecteurs et de lectrices de la presse Del Duca n'avaient jamais lu de périodiques avant ceux-là et, s'ils en lisent plusieurs du même type, ils n'en lisent pas d'autres.

— La place faite à l'image (bandes dessinées et surtout photoromans) explique, en partie, ce succès auprès de travailleurs (42 p. 100 des lecteurs de « Nous Deux », soit plus d'un million, sont des hommes) et de travailleuses fatiguées et peu habituées à la lecture.

— La plupart des thèmes de la presse Del Duca sont d'importation italienne. Les récits véhiculent une morale latine d'inspiration catholique et d'expression très populaire. Contrairement à ce que croient ceux qui ne lisent jamais ces journaux, ils n'ont absolument rien de pornographique et sont, au contraire, très pudibonds et moralisants. Il n'y a presque jamais de stars ou de princesses dans ces publications. Presque seulement des récits romanesques où les riches ont, à peu près toujours, tort et les pauvres honnêtes et souffrants toujours raison. On y voit beaucoup de mauvais patrons, de sourdes révoltes de travailleurs et la « conscience de classe » y est souvent évidente.

On comprend mal alors pourquoi l'Eglise catholique s'est à tel point déchaînée contre le maître de la « presse du cœur », puisque les principes étaient saufs. Mais d'autres intérêts sont en jeu et la très puissante presse féminine catholique ou protégée par l'Eglise ne pouvait voir d'un très bon œil cet intrus qui se taillait une telle clientèle dans des couches populaires qu'elle-même cherchait à pénétrer. D'autant que les procédés de Del Duca étaient justement déconcertants et décourageants pour ses concurrents : il jouait sur la frustration sentimentale des gens qui ont la vie la plus difficile et sur la facilité de lecture, mais sans toucher aux normes de la morale religieuse et bourgeoise traditionnelle.

Presse du cœur

Les catholiques l'attaquèrent avec une violence inouïe sur deux fronts : tout d'abord, on l'accusa de favoriser l'immoralité des femmes en donnant dans ses publications une importance démesurée à l'amour et aux sentiments (profanes). Gilbert Cesbron écrivait même, dans un déchainement comique : « Presse du cœur ? C'est la presse du sein qu'il faudrait dire ! » déversant tout à trac sa misogynie et un sentimentalisme antisentimental du plus curieux effet.

Ces efforts furent vains. L'amour est une valeur solide. Eux-mêmes frustrés et, par conséquent, frustrants, les catholiques étaient de mauvais avocats contre l'amour à toutes les pages.

D'autre part, ils dénoncèrent la presse du cœur comme instrument d'abêtissement du peuple. Sur ce terrain, beaucoup plus solide et raisonnable, ils marquèrent quelques points. Il était facile, en effet, d'attirer l'attention de l'opinion publique et des clercs en particulier — qui d'ordinaire se préoccupent très peu de ce que lisent les travailleurs — sur l'incroyable indigence des histoires publiées par cette presse dans un style dénué d'artifice qui se prêtait admirablement à de savoureuses citations d'une affligeante stupidité.

La querelle était fondée et apparemment sans défaut. Aussi rencontrèrent-ils, dans cette campagne, l'aide des laïques de gauche et des communistes, depuis longtemps conscients des dangers de cet abêtissement. Tout ce monde fonda une association « Pour la dignité de la presse féminine » en 1954.

Mais les uns et les autres ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils n'avaient pas la même conception des droits de l'intelligence. En effet, les catholiques toléraient aisément dans leurs publications des histoires sirupeuses et bêtes qui maudissaient comme des sœurs à celles de la sainte presse du cœur, mais dont ils connaissaient la nécessité pour garder leur public. Et puis, ils s'aperçurent vite que batailler pour l'intelligence dans la presse féminine, c'était batailler pour les droits et responsabilités des femmes pour la lucidité des travailleuses et des citoyennes. Si ce programme n'effrayait pas les plus courageux et les plus ouverts parmi ces catholiques

Donnée aux entreprises confessionnelles ou monopolistiques :

LE COEUR EST UN MOYEN D'ACTION AU SERVICE DE LA FEMME BOURGEOISE

ques (Robert Barrat, Marcelle Auclair), il en fit reculer bien d'autres. Se mesurant directement avec les communistes dans cette association qui nécessita un minimum de définitions de base de ce que devrait être une presse féminine « digne », ils prétextèrent très vite le « noyautage » communiste et se retirèrent du jeu. L'association avait pourtant attiré l'attention d'un certain public sur l'indigence intellectuelle de la presse du cœur et, à compter de ce moment, il est incontestable que celle-ci s'améliora.

Elever le niveau

On commença d'adapter les grands classiques en photoromans et les plus sordides, parmi ces périodiques du sentiment, périçlerent et dispa-

★ Toujours Soraya ★



(Keystone)

Jouer sur la frustration sentimentale de ceux qui ont la vie la plus difficile.



rirent entre 1950 et 1958. (« A tout cœur », « Secrets de femmes », « Boléro », etc.) Cependant, il ne faut pas attribuer à cette seule campagne un changement qui s'est senti aussi dans la presse populaire italienne et qui tient surtout à une sorte de lente élévation du niveau culturel des lecteurs. Mais ce phénomène est trop important et trop difficile à analyser en profondeur pour pouvoir être traité trop rapidement ici. Toutefois, la campagne avait eu quelque effet. Mais ce n'était, pour les catholiques, qu'une piètre victoire. Depuis plus d'un siècle, ils régnaient en

maîtres incontestés dans le domaine féminin. Que Del Duca les plagie de manière primaire et sans gêne déguiser son seul souci de s'assurer de confortables bénéfices, était un rude coup.

Pour maintenir cette emprise par le truchement de la presse féminine, les entreprises liées à l'Eglise eurent à lutter sur deux fronts :

— contre la frivolité et l'appétit de plaisir et de luxe. On trouva toujours, depuis l'installation de la presse en France, des capitaux pour fonder des journaux de modes qui poussent à acheter, créant des besoins constamment renouvelés. L'apogée de cet effort de frivolités se situe vers 1830-40 ;

— contre les aspirations féministes qui poussaient les femmes les plus éduquées à faire éclater ce système qui réduisait une moitié de la population à l'état de masse sans regard, ni droit, ni pouvoir sur sa propre destinée. Malgré les difficultés, les féministes, généralement socialistes, étaient parvenues, peu à peu, à se créer une presse qui atteignit, au début de ce siècle, un développement remarquable. (En 1900 ou 1901, on comptait, en France, une vingtaine de publications féministes dont un quotidien grand format entièrement composé par des femmes : « La Fronde ».)

Assimiler une formule

La presse féminine catholique, plutôt que de s'épuiser en luttes stériles, sut admirablement assimiler à sa formule, pour s'attacher sa clientèle, quelques aspects des journaux frivoles. (Ainsi « Le Petit Echo de la Mode », journal existant depuis 1880, constamment aux mains de la même famille, est une très bonne affaire de diffusion de patrons de modes (7 à 8 millions par an) et une excellente affaire publicitaire. Dépassant le million d'exemplaires depuis 1919, il a toujours consacré une surface importante à la publicité.)

D'abord farouchement opposée aux féministes, la presse féminine catholique dut composer, au fur et à mesure que l'idée de l'évolution de la femme pour laquelle bataillaient les journaux féministes, prenait corps. (Entre autres : droit à l'instruction obligatoire pour les filles comme pour les garçons ; droit à l'entrée des femmes dans les carrières réservées aux hommes ; emplois publics, carrières libérales, etc. Droit de participation aux jurys de prud'hommes, droit de recherche en paternité pour la femme enceinte abandonnée ; droit de vote, enfin.)

Actuellement, un journal comme « L'Echo des Françaises », mensuel de l'Action Catholique Générale Féminine, a plus de 2.000.000 d'abonnées. Ce qui en fait le plus gros tirage de toute la presse périodique française. Il donne, dans ses pages une grande place au devoir civique et à la formation idéologique de ses militantes. Celle-ci se résume sur le plan politique à un anticommunisme systématique.

Un autre mensuel comme « Clair Foyer » (350.000), lié à la J.A.C., ne touche que les rurales.

Apparemment apolitique, de grands hebdomadaires comme « Femmes d'aujourd'hui » (1.279.000 exemplaires par semaine ; songez que « Elle » ne tire qu'à 735.000), « L'Echo de la Mode » (il a supprimé son adjectif « petit » et tire à 1 million 020.000), « Bonnes soirées » (800.000) — les deux premiers sont très bien faits — représentent, en fait, à peu près, le courant M.R.P. (Actuellement masqué par le gaullisme auquel l'électorat féminin a donné tant de suffrages : les femmes, moins éduquées et se méfiant des « jeux » de la politique, ont, en effet, tendance à se laisser influencer plus facilement par une « personne » que par un parti ; les travaux entrepris par l'Unesco et relatés par Duverger sur la participation des femmes à la vie politique retrouvent le même phénomène en Grande-Bretagne, aux U.S.A. et en France, favorisant les hommes âgés et conservateurs : Churchill, Eisenhower, ou de Gaulle.)

Ces journaux, très moralisants, hostiles au contrôle des naissances, en dehors de toute polémique politique, semblent assez volontiers européens. Ils parlent couramment du Marché commun et de l'Europe unie, et les présentent comme un essai d'unité favorable au progrès. Deux d'entre eux, « Femmes d'aujourd'hui » et « Bonnes soirées » sont d'ailleurs franco-belges (le premier est publié par les Editions du Hennin, qui édite, également « Lectures d'aujourd'hui » pour les jeu-

nes filles ; le second est presque la propriété de la famille Dupuis, qui édite aussi « Spirou »).

Tout à fait dans le même esprit, divers magazines complètent ce tableau : « Pages d'amitié », « Les Veillées », « Christiane », etc. Le moindre d'entre eux tire à 100.000 exemplaires.

Ces deux secteurs de la presse féminine : presse populaire Del Duca et presse catholique ou d'influence catholique, représentent un volume considérable. Ils peuvent s'opposer, par les moyens ou le style, ainsi que par le niveau culturel et social de leurs lectrices respectives — ils n'en ont pas moins beaucoup en commun : une même conception patriarcale du rôle de la femme (moins accusée dans « L'Echo de la Mode » et « Femmes d'aujourd'hui » peut-être) et surtout une morale sociale à l'usage des femmes.

Des hebdomadaires luxueux

Reste un secteur de la presse féminine qui n'est pas le plus important par son tirage ni par son idéologie, mais qui est le mieux connu ou le seul connu dans les milieux intellectuels et bourgeois ; je veux parler des journaux luxueux du style « Elle », « Marie-Claire », « Jours de France », « Marie-France ». Cette presse est liée aux grands groupes financiers qui dominent l'économie ou la presse actuelle : Dassault, qui possède « Jours de France » (500.000), insipide hebdomadaire mondain et frivole, ou M. Jean Nocher écrit à jet continu des nouvelles ; Prouvost, qui édite « Match » et le mensuel « Marie-Claire » (1.135.000).

Ce dernier périodique, par son allure générale, son style, s'apparente à la grande presse capitaliste d'inspiration américaine : « Marie-Claire » est aussi inspirée par « Mc Calls » que « Match » par « Life ». Mais la présence de Marcelle Auclair, devenu, depuis 1937, un monstre sacré de la presse féminine française, de plus en plus attirée vers le mysticisme et tarabudée par la vocation moralisante, lui confère, dans les pages qu'elle contrôle, un caractère catholique très accusé. (Elle fait les articles de fond, avec un grand talent.) Le groupe Amaury (« Parisien libéré ») édite le mensuel « Marie-France » (750.000) nettement d'inspiration réactionnaire.

Enfin Franpar publie « Elle », curieux hybride mal défini qui contient les meilleures et les pires choses, un certain esprit de liberté, quelques audaces, un style typographique et photographique indéniable — et des marécages de futilités, un culte du succès et de l'argent insolent, en fait, un journal snob pour bourgeois à la page. Favorable au travail féminin, au contrôle des naissances, hostile au divorce, mais sans acrimonie, l'ensemble est moins terne et moins écrasant de moralisme culpabilisant que toutes les autres publications. Politiquement, c'est, comme « France Soir », un journal gouvernemental. Il prend rarement position sur un problème quelconque qui peut ressembler à de la politique. Mais il est favorable aux Etats-Unis et à de Gaulle : pour le référendum du 28 octobre, « Elle » a positivement demandé de voter oui.

Un sang nouveau

Cette trop brève revue permet de dégager deux leçons essentielles :

1°) C'est l'influence de l'Eglise qui directement ou indirectement inspire les 9 dixièmes de ces 40.000.000 d'exemplaires mensuels qui définissent une image de la femme, de ses devoirs et de ses aspirations ;

2°) D'autre part, capitaliste, riche et bénéficiaire grâce à la publicité, cette presse est, techniquement, très bien faite et plaît : si nous voulons tenter la grande aventure d'une presse féminine de gauche distrayante mais éducative, il faudra étudier sans dédain les raisons de cet engouement, en particulier dans le cas du public très populaire et apprendre à faire mieux encore, à faire couler un sang nouveau dans cette presse « du cœur » sans en faire quelque chose d'enroulé, de bêtement normatif, d'inintelligible.

Nous n'aurons pas assez alors de toutes les leçons de la psychologie sociale et de l'expérience des autres... C'est un très ancien et très fort courant qu'il faudra remonter pour parvenir à éveiller chez toutes ces lectrices timorées, apeurées, sentimentales, avides d'être approuvées, la lucidité et la combativité nécessaires au jugement et à l'action politique démocratique. Ce jour-là, l'équilibre électoral de la France penchera nettement en faveur de la gauche.

Sylvestre Hamel

Le budget de la Ville de Paris ou de nouvelles charges pour le contribuable

ECHOS DES ENTREPRISES

Notre camarade André Calves, qui anime le comité de rédaction des bulletins d'entreprise « L'Étincelle », auxquels nous avons déjà emprunté plusieurs « échos », pour finalement consacrer à ces bulletins l'essentiel de la présente rubrique, adresse à nos lecteurs l'appel suivant :

TROUVONS-nous démocratique une consultation de citoyens effectuée alors qu'un son de cloche énorme a été fourni par une grande presse et une radio au service des possédants ? Non.

Trouvons-nous juste un découpage électoral qui donne moins de poids à dix électeurs d'une zone « rouge » qu'à un électeur « blanc » ? Non.

Pensons-nous qu'il puisse y avoir un jour une consultation politique parfaitement honnête dans un régime soumis à la loi des possédants ? Non.

Croyons-nous qu'un mandataire des halles ou un banquier n'a pas plus de poids véritable qu'un électeur ordinaire ? Non.

Mais si la compétition a lieu tous les jours de la vie et non pas simplement le jour des élections, ne devons-nous pas penser qu'un mécanicien de locomotive ou un sidérurgiste qui contrôle une coulée d'acier pèsent plus qu'un électeur moyen sur les destinées du pays ? Oui.

Si nous pensons que cela est vrai, nous ne devons pas nous contenter d'une propagande générale en faveur du socialisme et adressée à l'ensemble du peuple. Nous devons mettre l'accent sur la propagande en direction des salariés et à proximité de leur lieu de travail, sinon sur le lieu même.

Ainsi, en octobre, ont été diffusés à Paris 8.500 journaux d'usine appelés « L'Étincelle ». En novembre : 18.200. Et 21.000 en décembre (Renault - Centre chèques - Ernaut-Somua - Bréguet - banques, E.D.F., etc.).

Tous les camarades désireux de s'informer écrivent à Louis Maglione, 6, villa Gagliardini, Paris (20), qui leur adressera les exemplaires des bulletins de « L'Étincelle » concernant leur entreprise. Si un bulletin n'existe pas dans leur entreprise, ils recevront toutes les indications pour pouvoir en créer à leur tour, s'ils en expriment le désir.

Les trois échos qui font suite à cet appel sont tirés du bulletin édité par le groupe P.S.U. du Centre de recherches et d'essais de Chatou.

Chaque semaine, comme la semaine dernière, nous publierons les échos qui nous paraîtront reproduire le plus fidèlement les conditions de la vie quotidienne dans une entreprise donnée.

LE projet de budget primitif de la Ville de Paris pour 1963 s'élève à 1.462 millions de NF.

L'étude de ce budget de fonctionnement qui vient à faire l'objet des travaux de la session de fin d'année du Conseil municipal, permet de faire plusieurs constatations.

1°) Il est en partie, tributaire de celui du district, imposé par le gouvernement, dans la mesure où ce dernier fait peser de nouvelles charges sur le contribuable parisien. En effet, les ressources fiscales mises à la disposition du district se montent à 170 millions de NF à prélever pour l'impôt sur la population des trois départements (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne). Sur cette somme Paris doit en payer 60 %, et le département de la Seine (y compris Paris) : 90 %.

Dans ces conditions, la population parisienne verra ses impôts majorés, dans des proportions parfois importantes puisque la patente sera augmentée de 42 %.

Ainsi l'Etat se décharge sur les communes des dépenses qui devraient normalement lui incomber, mais prend par contre les décisions au lieu et place des collectivités locales.

Au détriment des classes laborieuses

2°) Les recettes fiscales de ce budget de la Ville de Paris font apparaître une augmentation du pourcentage de la taxe locale par rapport à l'ensemble des recettes.

Il y a lieu de souligner que les taxes ayant le caractère d'impôt direct n'augmentent que de 1 % alors que les taxes ayant le caractère d'impôt indirect augmentent de 7 %.

Il y a donc aggravation de la fiscalité indirecte, celle qui est à la charge du plus grand nombre sans distinction de revenu.

3°) De plus à l'intérieur même de cette fiscalité directe on constate une augmentation constante des charges pour les locataires, qui supportent plus de la moitié des impôts directs, alors que la part supportée par les propriétaires n'est que de 10 % avec une baisse de 4 % depuis 1948.

Ainsi donc, la répartition des impôts se fait de plus en plus au détriment des classes laborieuses et des familles populaires représentant la grande masse des consommateurs et des locataires.

4°) Il est à noter que le chapitre subventions et contributions est pratiquement inchangé sur 1962 avec réduction de la participation de l'Etat pour la construction d'installations destinées à la jeunesse.

LA GRÈVE DES CENTRES DE TRI POSTAUX

NOUS avons déjà signalé les débrayages qui avaient eu lieu avant Noël, à l'appel des organisations C.G.T. et C.F.T.C., parmi le personnel des bureaux-gares des P. et T., catégorie particulièrement combative et qui doit faire face en fin d'année à un surcroît de travail. Aussi bien les revendications portent d'abord sur l'insuffisance des effectifs. Elles concernent également l'augmentation des indemnités pour le travail de nuit et le travail du dimanche, ainsi que la double récupération des dimanches et des jours fériés.

De nouveaux mouvements ont eu lieu dans les centres de tri, les 28 et 29 décembre, à la suite de la grève de 24 heures déclenchée par la C.G.T. et la C.F.T.C. Il en est résulté une accumulation des sacs postaux dans les gares de Paris et de la province et des retards dans l'acheminement du courrier. Encore que de tels mouvements soient fréquents à cette époque de l'année, ils témoignent d'un réel malaise qui existe dans les P. et T. comme dans d'autres services publics.

5°) En dépenses on remarque que si le budget concernant le personnel est en augmentation de 10 %, celui de la police est majorée de 20 %

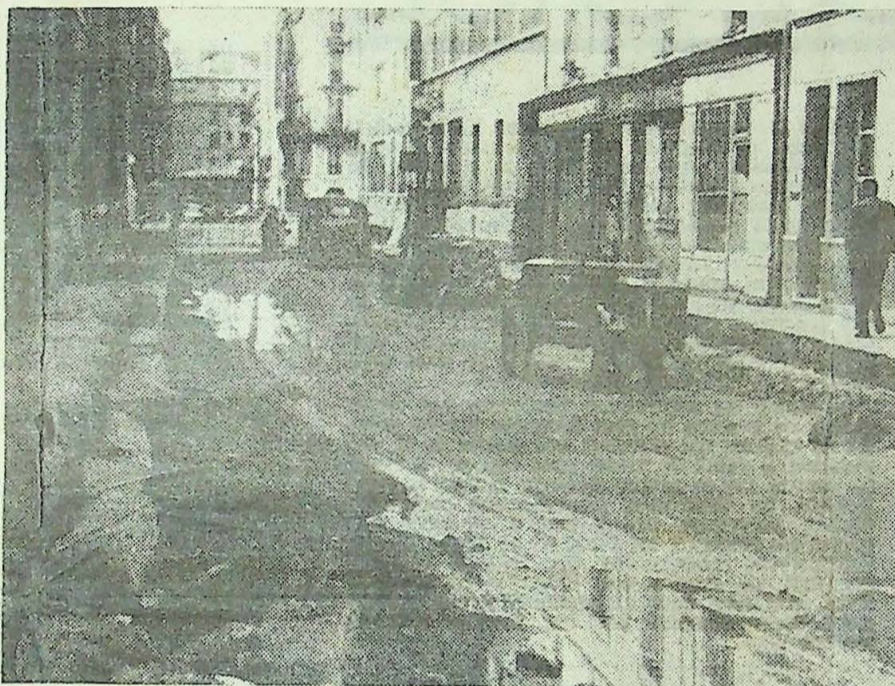
Jeunesse et police

A ce propos, un petit incident récent est révélateur. Mieux que par des chiffres il illustre la politique suivie.

Le jeudi 13 décembre, 500 à 600 assistantes sociales de la préfecture de la Seine, membres de la C.G.T., de la C.F.T.C. et de F.O., se présentaient au ministère des Finances pour porter des pétitions demandant la revalorisation de leur traitement. Bien qu'une de-

de programme, alors que les parcs, jardins, espaces verts dont on manque tant à Paris, n'en représentent que 5 %.

En ce qui concerne l'acquisition de terrains susceptibles de compenser les prélèvements opérés sur la zone verte pour les besoins de la construction, on relève une autorisation de programme de 94.000 NF, ce qui au prix actuel du terrain, ne doit pas faire plus de 1.000 m². C'est là un crédit ridicule, alors que nous avons tellement besoin de ces terrains tous les jours accaparés par des sociétés immobilières pour la construction d'immeubles à prix élevés, alors que nos écoles n'ont pas de plateaux d'éducation physique, que les cours sont ridiculement trop petites.



(Archives Tribune.)

Spectacle trop peu fréquent ou les lenteurs de l'administration.

mande d'audience ait été faite, on ne voulut par les recevoir. Il en fut de même au ministère de la Santé où cependant on leur fit savoir que 9 déléguées seraient reçues le 18 décembre. Fidèles au rendez-vous fixé, ces 9 déléguées se présentent, sont étonnées de voir des barrières et des agents autour du ministère. A leur sortie les agents qui étaient toujours là, rompent les barrières et s'en vont. C'était donc bien pour cette délégation de 9 assistantes sociales qu'une cinquantaine d'agents avaient passé deux heures au moins devant le ministère de la Santé.

Ainsi pour les assistantes sociales dont on se plaint à reconnaître le dévouement on ne trouve pas les crédits nécessaires à la revalorisation, combien justifiée, de leurs traitements.

Mais par contre on augmente les effectifs de la police, et on immobilise une cinquantaine d'agents et d'inspecteurs pendant une matinée pour une délégation de 9 assistantes sociales attendues au ministère de la Santé !

6°) D'autres choix significatifs peuvent également être relevés : par exemple, les dépenses spéciales de matériel et le fonctionnement des écoles, l'encouragement aux sports et l'aide aux œuvres de jeunesse sont pratiquement inchangés.

Deux poids, deux mesures

Si on examine le budget d'investissement (grands travaux), on se rend compte que les postes Voirie et Réseaux représentent près des deux tiers des autorisations de programme et près de la moitié des crédits de paiement, alors que l'équipement sanitaire et social n'en représente que 0,1 %.

Dans ce chapitre voirie, on peut constater que les travaux routiers représentent 91 % des autorisations

Au chapitre Equipement scolaire, la plus grande partie des sommes prévues est affectée au premier degré (76 %) alors que les besoins du technique, du second degré, du supérieur deviennent plus importants et plus urgents à résoudre. Le rapporteur note d'ailleurs que « le ministère médite toujours sur les programmes de l'enseignement technique, aucune construction ne peut être entreprise, et les projets concernant deux collèges doivent être abandonnés. »

Etant donné que par suite des lenteurs administratives (peu conforme aux intentions d'un Etat qui se veut moderne), les crédits votés ne sont utilisés que très partiellement, le rapporteur propose de réduire les crédits de paiements de 510 millions à 350 millions de NF afin d'ajuster ceux-ci aux possibilités de réalisation. Dans ces conditions il est à craindre que les dossiers préparés par des services techniquement mieux outillés auront la priorité, ce qui revient à dire que les dépenses Voirie-Travaux routiers qui représentent déjà la part la plus importante du programme d'investissement (c'est un budget de l'automobiliste, a-t-on pu dire) vont être un peu plus favorisées, et cela au détriment, par exemple, des équipements scolaires pour lesquels, malgré la modicité des crédits de 1962, aucune des 300 classes d'enseignement primaire n'a vu un début d'exécution. Or, si les crédits pour l'équipement scolaire sont restés inemployés c'est parce que l'Etat n'a pas versé les subventions promises.

Il est alors à craindre que jetant le discrédit sur les élus parisiens, dans sa volonté de masquer ses propres responsabilités, et sous prétexte d'efficacité, le gouvernement n'en vienne à des institutions encore plus centralisées, et que disparaisse alors le peu de pouvoir dont dispose le Conseil municipal de Paris.

C'est ce que nous avons dénoncé avec les élus de gauche en refusant ce budget.

R. Beaunes.

Esprit de cadre

Un cadre disait l'autre jour à un agent d'exécution :

— Si je gagne quatre fois plus que vous, c'est parce que mon travail est quatre fois plus important que le vôtre.

L'agent répondit :

— Si je vous comprends bien : quand vous bavardez pendant un quart d'heure avec un autre cadre, c'est à peu près comme si je m'arrêtais de bosser pendant une heure.

Mais le cadre, qui était instruit, rétorqua :

— Erreur ! Quand deux cadres bavardent quinze minutes, c'est comme si un agent d'exécution ne foutait rien pendant deux heures.

Cela voulait dire : « Vous vous êtes trompé dans votre calcul parce que vous n'êtes pas instruit comme je le suis. Vous avez oublié le quart d'heure de conversation de mon collègue avec moi. Mais je veux bien entrer dans votre plaisanterie parce que je suis brave homme : cela fait donc deux heures que vous ne foutez rien. Vous n'avez pas honte ? »

— Mais non. Et vous ? pourrait-on lui demander. Après tout, vous n'êtes aussi qu'un employé...

Bravo les maçons !

Ils étaient tous d'avis que trois d'entre eux méritaient d'être reclassés.

La direction (ou simplement le petit chef local) ne voyait pas les choses de la même manière.

Comme ils étaient tous d'accord, c'est naturellement tous ensemble qu'ils allèrent voir :

— d'abord leur premier chef qui ne jugeait toujours pas possible de faire la proposition (ou qui n'osait pas se mouiller ?) ;

— puis le chef de service, pour qui ce n'était pas possible non plus ;

— puis la direction.

Il nous semble que c'est là une attitude infiniment plus digne que la conduite de celui qui essaie de façon minable de se faire « bien voir », tout seul, de son « cheffailon » local, en espérant que cela lui vaudra une récompense.

De plus, de s'être conduits comme des hommes fut payant puisque les trois propositions ont toutes été finalement retenues.

Cette petite anecdote est ainsi très morale.

(Ces trois derniers échos ont été publiés dans le numéro de décembre de « L'Étincelle », bulletin du groupe P.S.U. du Centre d'Essai de Chatou.)

Vers la quatrième semaine de congés payés...

L'accord Renault doit servir d'exemple

LES fêtes de fin d'année n'ont pas été marquées par une situation sociale absolument calme. A la suite des interventions brutales du pouvoir dans le conflit de la R.A.T.P. et de la réquisition des agents d'Air France, on a enregistré par ailleurs une grève dans les centres de tri postaux et une certaine effervescence chez les mineurs, les fédérations C.G.T. et F.O. ayant lancé un ordre de grève du rendement pour le 16 janvier, au cas où les pouvoirs publics refuseraient de prendre en considération leurs revendications de salaires. La fédération C.F.T.C. — qui se déclare prête à un mouvement général — a été reçue par le ministre de l'Industrie qui lui a donné l'assurance que le problème des salaires allait être examiné par le gouvernement « dans le plus bref délai ».

Renault à la pointe du progrès

Dans le secteur privé, tout ne va pas pour le mieux non plus. Les syndicats déplorent que les accords de salaires n'aient souvent qu'un rapport lointain avec les salaires réellement pratiqués et les métallurgistes F.O. veulent engager à ce sujet une offensive pour la révision des barèmes. On enregistre également un certain malaise dans les chantiers navals (en particulier aux Chantiers Normands du Havre), du fait de la réduction des commandes. D'autre part, des arrêts de travail limités se poursuivent chez Neyrpic à Grenoble, à la suite de la rupture d'un accord d'entreprise considéré comme un mauvais exemple par le patronat et le gouvernement. Cependant, la mauvaise impression causée dans les syndicats par la rupture de cet accord est en partie effacée par le nouvel accord qui vient d'être conclu chez Renault

et qui demeure le fait le plus important de cette fin d'année sur le plan social.

Déjà l'accord intervenu chez Renault en 1955 avait eu valeur d'exemple. Cet accord avait apporté notamment, en plus d'une garantie annuelle d'augmentation des salaires d'au moins 4 %, en plus de l'institution d'un régime de retraites complémentaires, l'extension des congés payés à trois semaines au lieu de deux. Cette dernière revendication avait été satisfaite par la suite dans un certain nombre d'entreprises du fait de l'action syndicale, avant que le gouvernement n'étende en 1956 le bénéfice de la mesure à l'ensemble des travailleurs.

Le renouvellement de l'accord Renault devait donner lieu, en 1962, à des discussions serrées entre les syndicats soucieux d'obtenir de nouveaux avantages et la direction qui invoque des considérations financières pour prêcher la prudence en ce domaine. Il en avait été de même dans le passé, la C.F.T.C. ayant refusé son accord en 1958, malgré la création d'un « fonds d'égalisation des ressources » (qui a indemnisé en partie les heures supplémentaires non effectuées par suite de la réduction de l'activité). En 1962, malgré tout, la situation commerciale de la Régie apparaissait bien meilleure du fait de l'expansion de l'industrie automobile. La crise sociale provoquée en 1960 par des licenciements avait été surmontée.

Faire pression

Soulignons que l'accord conclu le 29 décembre a été approuvé par l'ensemble des organisations syndicales de la Régie (C.G.T., C.F.T.C., F.O., C.G.C., indépendant et autonome), alors qu'en 1955 la C.G.T. avait vivement critiqué l'accord intervenu avant de s'y rallier. La disposition la plus importante est constituée par l'octroi de quatre jours de congé supplémentaire « à tout membre du personnel régulièrement inscrit à l'effectif à la date fixée pour le retour des vacances ». Il s'agit pratiquement d'une quatrième semaine de vacances, si l'on tient compte de la journée de congé supplémentaire accordée à ceux qui rentrent ponctuellement et du jour férié « récupéré » des 14 juillet ou 15 août. Et si l'indemnité compensatrice de congé payé en cas de départ continue d'être calculée sur trois semaines, il ne s'agit pas moins là d'un succès important obtenu par les syndicats qui, s'appuyant sur cet exemple, ne vont pas manquer de développer leur pression pour arra-

cher la quatrième semaine de congé dans d'autres entreprises.

Par ailleurs, les parties signataires « admettent que le retour à la durée hebdomadaire légale du travail ne peut être envisagée que de façon progressive » — ne serait-ce qu'en raison de la concurrence de plus en plus grande qui va se manifester dans le cadre du Marché commun. Toutefois, une rencontre aura lieu avant l'expiration de l'accord — conclu pour deux ans — pour étudier la réalisation de cet objectif. La réduction de la durée de travail, le retour aux 40 heures — sur lesquels le P.S.U. avait mis l'accent au cours de la campagne électorale — demeurent donc au premier plan des préoccupations syndicales.

Autre disposition de l'accord : en cas de réduction de l'horaire de travail pour causes économiques, la première heure perdue sera indemnisée à 100 % et les suivantes à 50 % de la quarante et unième heure à la quarante-septième heure.

Enfin, le pointage est supprimé, à titre d'expérience, pour les agents de maîtrise, « mesure qui pourrait conduire à la mise au forfait de certaines catégories de personnel mensuel ».

Maurice Combes.

Inquiétude dans les chantiers navals

A l'occasion du lancement d'un cargo frigorifique au Havre, les délégués du personnel des Chantiers et Ateliers Normand ont tenu une conférence de presse pour exprimer leur inquiétude « devant les perspectives de réduction d'horaires et les menaces de licenciement ».

Ils ont souligné que les commandes en cours sont très peu nombreuses et que la reconversion des chantiers havrais entre 1958 et 1961 s'est déjà accompagnée du départ de plus de 350 salariés.

La crise des chantiers de construction navale sévit depuis plusieurs années et l'Etat s'efforce d'y remédier en favorisant par son aide la concentration des chantiers. Cette crise est liée à celle de la marine marchande qui, en particulier du fait de la décolonisation, s'est vu enlever certains courants commerciaux traditionnels. Les syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O. et C.G.C. du personnel sédentaire de la marine marchande se sont réunis récemment à Marseille pour demander un plan de réorganisation de la marine marchande.

M. C.

FAITES VOTRE TIERCÉ

LES journalistes d'Europe et des Etats-Unis ont dressé une liste des dix événements les plus importants de l'année. Avec l'émission « M. Tout le Monde », la T.V. a fait un sondage d'opinion du même esprit. « Tribune » a demandé à ses rédacteurs, à titre de simple curiosité, de dresser aussi leur liste.

Voici les résultats des différents sondages :

1) Par les journalistes U.S.A.

- 1 - Crise cubaine.
- 2 - Glenn dans l'espace.
- 3 - Meredith et l'intégration.
- 4 - Conflit sino-indien.
- 5 - Kennedy et la hausse de l'acier.
- 6 - Crise de mai à Wall Street.
- 7 - Le procès de la thalidomide.
- 8 - Les jumeaux de l'espace.
- 9 - Le scandale Billy Sole.
- 10 - Le suicide de Marilyn Monroe.

2) Par les journalistes européens

- 1 - Crise cubaine.
- 2 - Les jumeaux de l'espace.
- 3 - Conflit sino-indien.
- 4 - Les élections en France.
- 5 - Le Concile.
- 6 - Macmillan et le Marché commun.
- 7 - Le procès de la thalidomide.
- 8 - La fin de la guerre d'Algérie.
- 9 - Telstar.
- 10 - L'affaire du Spiegel.

3) Sondage effectué par la R.T.F. (émission M. Tout le Monde)

- 1 - Crise cubaine.
 - 2 - Fin de la guerre d'Algérie.
 - 3 - Les jumeaux de l'espace.
 - 4 - Le maintien du général de Gaulle.
 - 5 - Le Concile.
- (A noter : les candidats avaient classé en tête la fin de la guerre d'Algérie.)

4) Par l'équipe de « Tribune »

- 1 - Crise cubaine.
- 2 - Fin de la guerre d'Algérie.
- 3 - Elections en France.
- 4 - Les Bahamas.
- 5 - Les jumeaux de l'espace.
- 6 - Les accords Renault.
- 7 - Charonne.
- 8 - Le suicide de Marilyn Monroe.
- 9 - L'affaire du Spiegel.
- 10 - L'opposition Moscou-Pékin.

Cette cotation, évidemment, ne prétend pas engager le Parti.

A titre purement gratuit et sportif, envoyez-nous votre propre tiercé.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9^e)).

pour **25 NF** seulement au lieu de **60 NF** (prix à la mise en vente)
Tribune Socialiste vous offre ce magnifique volume relié

Voici enfin, des origines à Khrouchtchev, l'histoire trop mal connue du peuple qui, sorti bien après les autres du Moyen Age, domine aujourd'hui la moitié de la race humaine.
Cette histoire, d'une objectivité absolue, qui raconte en 306 pages de grand format (24x31) cette passionnante ascension, la rend sensible au lecteur par une illustra-

tion d'une richesse unique : 300 documents en noir et 36 en couleurs ! Mais seuls pourront en profiter de cette offre — car il ne reste que quelques exemplaires — les lecteurs qui enverront aujourd'hui même le bon de commande ci-contre à notre service littéraire, la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris-7^e (avec faculté de retour dans les 48 heures).

BON à adresser à la Librairie PILOTE (Service T.S.)
30, rue de Grenelle, Paris-7^e

Veillez m'adresser l'HISTOIRE ILLUSTREE DE LA RUSSIE par J. Carmichael pour le prix de 25 NF au lieu de 60 NF que je règle ci-inclus en un mandat chèque chèque postal joint à ce bon (ne pas l'envoyer au Centre C.C.P.) à votre compte 13.905 31.

Je garde le droit de vous retourner l'ouvrage dans son emballage d'origine dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom Profession
Adresse Signature :

HISTOIRE illustrée DE LA RUSSIE

ILLUSTREE DE LA RUSSIE

LE PARI DÉMOCRATIQUE :

Un groupe de communistes s'interroge sur l'anticommunisme

La gauche a été incapable d'empêcher le retour de de Gaulle au pouvoir. Elle n'a pu davantage, faute d'un renouvellement, comme l'ont montré les résultats du dernier référendum et des élections législatives, l'empêcher de s'y maintenir et de s'y consolider. Va-t-on enfin comprendre, dans les rangs de la gauche, de toute la gauche, que l'heure est venue d'un examen de conscience lucide et courageux ? Va-t-on enfin se rendre compte qu'il

n'est plus possible aujourd'hui que, dans chaque parti, on se contente de rejeter paresseusement toutes les responsabilités des échecs sur les autres ?

Voici un petit livre de nature à faire espérer que cette autocritique, au sens véritable du terme, est sérieusement entreprise, même au sein du parti communiste ? *Le pari démocratique* (Julliard) est l'œuvre d'un groupe de militants de ce parti qui ont signé du pseudonyme de Jean Dru. Jetés dans un profond désarroi par la publication du rapport Khrouchtchev d'abord, puis par l'impuissance de leur parti devant la guerre d'Algérie et le régime gaulliste, ils en sont venus à se demander si la ligne traditionnelle des partis communistes occidentaux n'était pas totalement inadéquate à la situation d'un pays capitaliste avancé comme la France d'aujourd'hui.

C'est à l'analyse de cette situation qu'est consacrée la première partie de leur essai. Bien qu'elle soit la moins originale, elle est fort attachante parce qu'elle dénote déjà un grand souci de se libérer des formules toutes faites de la propagande et de serrer la réalité au plus près. On apprécie en particulier les jugements portés sur les réformes réalisées au lendemain de la Libération et sur les possibilités nouvelles qu'elles offrent à ceux qui veulent engager la société française dans la voie du socialisme. Il vaut la peine de citer la conclusion de cette analyse : « Objectivement, ni la nationalisation, ni la planification ne correspondent à l'essence même du capitalisme. Elles nient en effet la recherche du profit en tant que but acceptable de l'activité économique et lui opposent la satisfaction des besoins. Aussi serait-il profondément erroné de regarder comme définitive la consolidation que le secteur nationalisé et le plan apportent au capitalisme. Les nationalisations introduisent dans l'économie capitaliste moderne une contradiction appelée à se développer avec le progrès du mouvement démocratique. Il en va de même pour toute planification de caractère public. L'élaboration et l'exécution du plan drainent et font circuler une masse d'informations relatives à la production, à l'équipement, au potentiel et aux projets des grandes firmes. Par une démocratie naturelle, les organismes du plan mettent à jour des mécanismes que les dirigeants des trusts préféreraient ne pas dévoiler. Les secrets qui enveloppent l'activité des monopoles s'amenuisent, ce dont le mouvement syndical peut tirer parti pour accroître son efficacité... Autant que les nationalisations, le plan constitue, en puissance, une base matérielle pour la socialisation de l'économie... Qu'un puissant mouvement démocratique prenne son essor et aussitôt l'édifice est soumis à une contrainte à laquelle il ne pourra résister indéfiniment. » Voilà un langage qui, jusqu'ici, n'avait jamais été tenu du côté communiste.

Mais venons-en à la partie la plus originale.

Les auteurs constatent que ni la gauche non communiste, ni le parti communiste ne peuvent espérer conquérir le pouvoir par leurs seules forces, dans un avenir prévisible. La première stagne depuis de nombreuses années. Le second est devenu « une machine inopérante qui tourne à vide ». On notera au passage les indications données sur la diminution de sa vitalité : stabilisation relative des effectifs à un niveau inférieur à celui de 1938, réunions de cellules rassemblant rarement plus d'un quart des membres inscrits...

Donc chacune de ces composantes de la gauche a besoin de l'autre comme partenaire. « La nécessité absolue de subordonner le bras séculier de l'Etat au pouvoir émané démocratiquement de la nation exige la coopération durable de la gauche non communiste et du P.C.F. » Durable : le mot a ici une importance capitale. Il commande la suite du raisonnement.

Car, pour parvenir à un accord sur un programme gouvernemental de plusieurs années, il faut abattre l'obstacle de la méfiance suscitée par le P.C. Les auteurs distinguent à ce propos deux formes d'anticommunisme : un anticommunisme de classe, celui des possédants, et l'autre, le seul qui nous intéresse ici, celui de la gauche non communiste « qui a été engendré par l'histoire de l'U.R.S.S., des démocraties populaires et du P.C.F. et qui est avant tout le refus catégorique d'un despotisme exercé par un ou plusieurs individus sous couvert du parti communiste identifié abusivement, dans ce cas, à la classe ouvrière ».

Comment venir à bout de cette deuxième forme d'anticommunisme ? Autrement dit, comment persuader la gauche non communiste que la collaboration avec le P.C. et plus encore le partage du pouvoir avec celui-ci, ne la conduiront pas fatalement à être débordée par son partenaire ?

Les auteurs sont ainsi conduits à une critique de la notion de « dictature du prolétariat » qui, disent-ils, « s'est confondue pendant 20 ans avec le règne d'un autoerote secondé par des bourreaux, qui amoncelait ses victimes et ravageait les rangs des bolcheviks ». Or, en France, la démocratie bourgeoise ne fera place à une démocratie socialiste que par la volonté délibérée et clairement exprimée de la majorité. Il faut donc, si l'on veut que l'ensemble de la gauche sorte de l'impasse où elle est présentement bloquée, que le parti communiste accepte loyalement « le pari démocratique ».

Tel est l'essentiel de la thèse. Qu'on l'approuve ou non, on conviendra sans doute qu'elle est une contribution fort intéressante à la recherche de l'indispensable renouvellement du socialisme français. Ajoutons que la lecture en est aisée. Les auteurs ont su éviter le jargon rebutant que l'on trouve trop souvent dans ce genre d'études.

Robert Verdier.

Anarchiste

de M. Choup, Cité universitaire, 153 A, boulevard des Arceaux Montpellier (Hérault)

« Je tiens à préciser, en tant que sympathisant d'un club anarchiste : « 1° que le vote, tel qu'il est fait en France et tel qu'il sera toujours fait, est une absurdité. Pourquoi voter-t-on M.R.P., P.S.U., P.C. ? Nul ne le sait, à part les cadres de ces partis. Ce n'est donc pas avec un vote qu'on peut avoir le reflet de l'opinion. »

« 2° Je n'admets aucunement d'être représenté par un député quelconque et condamne le régime parlementaire issu de votes irraisonnables. »

« 3° Le socialisme est incompatible avec la liberté individuelle et les marxistes ont tendance à confondre liberté individuelle et sociale. Je voudrais qu'il paraisse un extrait au moins de ma lettre, quoiqu'elle ne fasse pas de propagande pour votre journal. Mais quand on se réclame de la démocratie et de l'information objective, on ne publie pas que les « Bravo, Tribune ! ».

Votre lettre est donc publiée, sans que nous puissions effectivement relever dans son texte un « Bravo, Tribune ».

Un appel

de Claude Deserbols, école des Ouled Haddadj-Reghaïa (Algérie)

« Au sujet de la campagne de solidarité avec la jeunesse algérienne, c'est bien d'envoyer quelques bouquins et quelques boîtes de conserves, mais ce n'est pas le plus urgent : le plus urgent, c'est d'envoyer des hommes, des femmes, des jeunes désireux d'aider les Algériens à se sortir de la misère et de l'ignorance dans lesquels 130 ans de « présence française » les ont plongés ou laissés (au choix...) »

« Une équipe de jeunes militants est en train d'ouvrir partout, en Algérie, des maisons d'enfants pour les orphelins victimes de la guerre. Ils ont de l'argent grâce à la solidarité des pays arabes, mais manquent terriblement de « cadres ».

« Alors, camarades : avec le bac, le brevet, le B.E.P.C., venez enseigner à ces gosses victimes de nos concitoyens parachutistes ou autres. Sans diplômes, mais avec la volonté de les aider, venez travailler comme moniteurs ou monitrices. (Vous suivrez des stages sur place.) Le bateau Marseille-Alger coûte moins de 70 F en 4^e classe. Dès votre arrivée, vous serez pris en charge. Venez et prouvez que le P.S.U. est le meilleur ami des Algériens, dans la paix comme dans la guerre. »

Faites l'union !

de Lechevestrier, à Louargat (Côtes-du-Nord)

« Votre programme a retenu toute mon attention d'électeur communiste... N'ayons pas peur les uns des autres. L'épouvantail à moineaux, le communisme, ou l'extrême-gauche, c'est la certitude pour l'adversaire qu'il peut y aller. Oui ! Entente entre vrais républicains. Faites le front (populaire ou socialiste). Appelez-le comme vous voulez, mais faites-le !... »

« Si cette entente ne se réalise pas, nous verrons bientôt 50 % d'abstentions. Car les électeurs en ont marre des dissensions, des chamailleries, des méfiances, que la gauche républicaine (la plus saine) peut avoir à l'égard de l'étiquette. Nos partis de gauche vont devenir comme les religions, qui prétendent toutes détenir la vérité. La catholique détient la vérité. La protestante aussi. Les autres aussi. Or, le P.C.F. détient lui aussi la vérité, le P.S.U. aussi, la S.F.I.O. aussi. Alors ? Qu'est-ce à dire ? Y a-t-il, oui ou non, une philosophie marxiste-léniniste qui puisse émanciper la classe laborieuse en particulier et la République en général, et apporter à tous le bien-être et le mieux-vivre, et l'égalité entre tous ? Je suis, quant à moi, persuadé que oui, si je tiens compte de ce que j'ai pu lire par mes propres moyens, bien limités. Or je dis oui (cette fois). Donc groupons-nous, que diable ! Et demain... Sans cela, je ne donne pas cher de Marianne, et soyez bien persuadés que je ne suis pas le seul. Je vous redis : dans peu de temps, il n'y aura que les curés, les gros capitalistes et les militaires qui voteront. Le peuple, lui, en a marre. »

HISTOIRE DU FASCISME EN ITALIE

DÉCIDEMENT, non, l'Histoire ne se renouvelle pas; mais la connaissance du passé est bien utile pour la compréhension du présent.

Ce sentiment, on ne peut l'éloigner pendant la lecture du livre de Robert Paris (1), et les constants rapprochements que nous pouvons faire avec l'actualité de ces dernières années en accentuent l'intérêt.

Se limitant volontairement à la période pré-fasciste, l'auteur a voulu mettre en relief certaines constantes politiques et économiques.

Ces dernières sont connues : crise économique permanente, grandes féodalités paysannes, développement inégal suivant les régions. Moins connues en sont les implications politiques, c'est pourquoi R. Paris les a particulièrement étudiées.

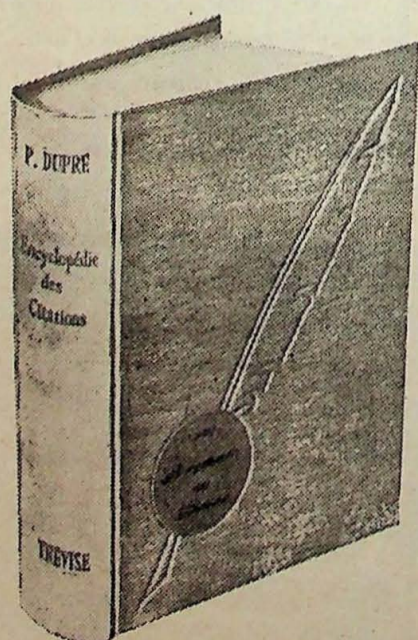
Attitude de réaction très violente du grand capital et attaques régulières de la part de la droite contre le Parlement et même, s'accroissant avec le fascisme, contre tout pouvoir et, s'ajoutant à cela, une absence de tradition démocratique.

Tous les éléments pour un succès de la gauche semblaient réunis, mais à travers des épreuves, telle l'intervention (ou non) de l'Italie dans la guerre de 1914 ou des oppositions doctrinales entre réformistes et maximalistes, vont amener la scission dans le Parti socialiste et aussi dans tout le mouvement ouvrier qui se trouvera désarmé face au fascisme triomphant.

De même, l'analyse de ce fascisme est très instructive. R. Paris s'est efforcé de montrer ce que les oppositions entre « politiques » et « terroristes » peuvent avoir de faux et de démobilisateur pour la gauche.

Frédéric Desnaut.

(1) Robert Paris: Histoire du fascisme en Italie. — 1. Des origines à la prise du pouvoir. Coll. Cahiers Libres 37-38. Maspero, éd.



Bel ouvrage in-4° écu (19,5 X 25,5) de 720 p. tiré sur vélin blanc spécial, relié pl. toile avec fers spéciaux. Trois index, très complets :
 • Index des noms cités ;
 • Index des idées ;
 • Index des mots clefs, rendent toute recherche aisée.
 UN VOLUME : NF 49,50

L'INSTRUMENT DE TRAVAIL QUI VOUS MANQUAIT JUSQU'ICI

UN LIVRE UNIQUE QUI REMPLACE TOUTE UNE BIBLIOTHEQUE

ENCYCLOPÉDIE DES CITATIONS

de P. DUPRE

CONTIENT PRES DE 10.000 CITATIONS

d'expression française de Clovis à Françoise Sagan • des plus grands écrivains étrangers de 23 langues différentes • des grands classiques des littératures grecque et latine • des hommes politiques • des textes sacrés : Ancien et Nouveau Testament, Coran, Talmud et textes indiens • des mots historiques • des proverbes et locutions proverbiales.

L'HISTOIRE, LA PHILOSOPHIE, L'ART LITTÉRAIRE DE TOUS LES PAYS ET DE TOUS LES TEMPS.

BON DE COMMANDE

Je soussigné déclare acheter _____ exemplaire _____ de l'« ENCYCLOPÉDIE DES CITATIONS », de P. Dupré au prix de NF 49,50 (franco de port et d'emballage), que je règle par chèque ou mandat inclus, ou par virement au C.C.P. 14.505.90 Paris (ci-joint les 3 volets) à l'ordre d'O.M. Diffusion.

NOM : _____ PRENOMS : _____
 PROFESSION : _____ DOMICILE : _____
 VILLE : _____ DÉPARTEMENT : _____
 PAYS : _____ DATE : _____

SIGNATURE

Ce bon de commande doit être adressé, accompagné du règlement, à O.M. Diffusion (Service TRIBUNE 100, avenue Raymond Poincaré, Paris 16^e).

Revendication

L'Association des parents d'élèves du groupe scolaire Jean-Jaurès à Clichy nous communique la motion votée à l'unanimité à l'issue de l'assemblée générale du 16 décembre. En voici de larges extraits :

« Les parents d'élèves du groupe scolaire Jean-Jaurès de Clichy demandent au bureau et au comité désignés ce jour :

« D'entreprendre auprès des services de l'Education nationale toutes démarches nécessaires à l'amélioration des conditions de travail de leurs enfants ;

« D'établir un contact étroit avec les autres associations des parents d'élèves des écoles publiques de Clichy ;

« D'assurer avec le maximum d'efficacité la défense de l'école laïque de plus en plus menacée ;

« De rester vigilant, de ne jamais perdre de vue que la laïcité est et doit rester un principe intangible de l'école publique dans notre pays. »

Le P.S.U. vu par la presse étrangère

Un de nos confrères suisses a reproduit le 18 décembre l'article de Rungis paru dans le numéro 15 de T.S., en date du 1^{er} décembre, intitulé « Les élections législatives françaises viennent de le confirmer : le P.S.U. est dès à présent la deuxième force de gauche de Paris. »

L'intérêt que nous témoignons ainsi ce confrère prouve que les positions de notre parti éveillent à l'étranger des échos considérables.

Le premier ambassadeur d'Algérie en France

M. Abdellatif Rahal sera certainement le premier ambassadeur d'Algérie en France.

Alors que l'accord n'avait pu se faire ni sur M. Farès ni sur M. Keramane — plus connu sous le nom de Malek — dont la nomination aurait été considérée dans certains milieux gouvernementaux comme une claqué insupportable, l'accord sur l'homme qui déclarait récemment à Alger qu'il « s'efforcera d'effacer les séquelles du passé afin de nouer de nouveaux liens avec la France » ne semble pas avoir soulevé de problème.

[Né en 1922 à Nedromah, licencié ès Sciences, militant de l'U.O.M.A. et membre de l'Association des Oulémas, il quitte sur l'ordre du F.L.N., dès 1954, l'Algérie pour le Maroc. Il sera proviseur du lycée d'Azou en même temps que chef politico-militaire de la région militaire F.L.N.-A.L.N. de Meknès.

Après le cessez-le-feu, d'abord chef de cabinet du Dr Mostefai, puis préfet de Batna, il a ensuite été appelé à organiser le cabinet de M. Ben Bella, dont il apparaît comme l'homme de confiance.]

Tribune Socialiste
numéro spécial
hors abonnement
Où en est l'O.A.S.
le numéro à 16 pages
1 F
0,75 F par quantité
(10 exemplaires minimum)
paiement à la commande
C.C.P. 5826-65 Paris

Siné-Massacre

Pour 1 franc (1963) vous pouvez vous procurer la nouvelle publication de Siné. Sur quatre pages d'illustrations, si l'on peut dire, Siné se moque allégrement du pouvoir et du lecteur.

A signaler, en dernière page, un titre : « Bon réveil », annonçant le dessin suivant :

Un colonialiste servant de plat (de choix) à un Cubain, un Noir, un Chinois et un Algérien.

Pourquoi pas ?

Plus que jamais, se loger

Le parti a, plus que jamais, besoin de se loger.

Notre souscription pour la Société Civile Immobilière est toujours ouverte. Il est évident que pendant la période électorale, nos camarades et sympathisants ayant d'autres préoccupations, cette souscription ne nous a pas encore procuré les ressources qui nous sont absolument indispensables.

Nous demandons aux uns et aux autres de renouveler leur effort.

Nous rappelons que les fonds doivent être adressés — chaque part étant de 50 NF — à :

M. Jacques BUENO, 3, allée Tristan - Bernard, à Pantin (Seine). (C.C.P. 1752-01, à Paris.)

Merci à tous.

Edouard Depreux.

A nos futurs annonceurs et amis

Commerçants, artisans, industriels, sympathisants, soutenez notre action, aidez TRIBUNE en nous réservant votre publicité. Celle-ci est indispensable à la bonne marche de toute publication.

En nous confiant vos annonces publicitaires, vous améliorerez la marche de vos affaires et contribuerez à l'équilibre de notre journal.

Demandez-nous nos tarifs, nous vous les enverrons ou, plutôt, prenez contact rapidement avec notre chef de publicité.

La propagande, arme n° 1

Sous ce titre, le Centre de propagande de la Fédération du Rhône vient d'éditer un rapport d'une cinquantaine de pages sur les principes et les méthodes d'une bonne propagande. Ce document, qui n'a nullement l'ambition d'être exhaustif, est surtout destiné à lancer un certain nombre d'idées pour un large débat à engager dans le parti ; il est à la disposition de toutes les fédérations, sections ou militants qui en feront la demande.

Ce rapport comprend dix-sept parties distinctes (et notamment : la propagande générale, la propagande de recrutement, la contre-propagande, la propagande d'activation, le défrichage des régions où le P.S.U. n'est pas encore implanté, comment organiser une campagne électorale, les fichiers, les moyens financiers, le matériel, la propagande personnelle, par symbole, orale, écrite, audio-visuelle et les autres supports de notre propagande, ainsi qu'une liste des ou-

vrages portant sur les problèmes de la propagande).

Vu le tirage limité, passez dès maintenant vos commandes à : « P.S.U. (propagande), Maison des Sociétés, Bron (Rhône) », et adressez les fonds au C.C.P. Thomolet, Lyon 5.302-52. L'exemplaire : 1,50 F. Au-dessus de 5 exemplaires : 1 F l'ex.

Tribune de discussion

EN vue de la préparation du Congrès National et des délibérations des congrès fédéraux, Tribune Socialiste réservera quatre pages de son prochain numéro à une tribune de discussion.

La misère aux Etats-Unis

Extrait de la « Nouvelle Revue Internationale » (n° 10, oct. 62), consacrée aux « problèmes de la paix et du socialisme » :

« D'après les calculs de Harrington (auteur du livre : « L'autre Amérique ou la pauvreté aux Etats-Unis »), quarante à cinquante millions d'Américains vivent dans le besoin. Tout, dans la vie de ces gens », dit-il, « depuis l'état de leur dentition jusqu'à leurs relations intimes avec les femmes, témoigne de leur misère ».

Les recherches de l'économiste Léon Kaiserling, ancien conseiller économique du Président Truman, aboutissent au même chiffre. »

Courrier du P.S.U. n° 25 et 27

Textes préparatoires au Congrès du P.S.U. des 25, 26 et 27 janvier

Le numéro : 1,50 F

paiement à la commande

C.C.P. Tribune Socialiste 5826-65 Paris

A propos des accords de Neyrpic

(De notre corresp. du Rhône)

A l'heure où le patronat rompt les accords d'entreprise chez Neyrpic et se refuse à les renouveler dans la chimie (Rhône-Poulenc, Péchiney, Saint-Gobain), la brochure, éditée par la Fédération du Rhône et rendant compte de la journée d'étude régionale de la métallurgie, demeure toujours d'actualité.

Franco 1,80 NF - C. C. P. (Tholomet) Lyon 5.302-52. P.S.U. - Maison des Sociétés. Bron (Rhône).

CINE-CLUB ACTION

Mardi 8 janvier 1963, le Ciné-Club « Action » présente, au cinéma « Le Paris », 56, avenue de Saint-Ouen, métro : Guy Môquet, à 20 h 30 :

LE SOLEIL ET L'OMBRE

un attachant film bulgare de Ranguel Valtchanov, qui obtint en 1962 plusieurs prix au festival de Karlovy-Vary, parmi lesquels le prix de la Fipresci (Critique internationale).

Sachez que...

Nous signalons que notre camarade Renée Lhospitalier a ouvert un bureau pour travaux de ronéo, photocopie, courrier, etc. Une remise de 40 p. 100 est consentie aux organisations du parti.

S'adresser : 29, rue de Trévise (9^e). Tél. LAF 18-87.

Cinéma

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 2 au 8 janvier

LES DIMANCHES DE VILLE-D'AVRAY

Un film de Serge Bourguignon

POUR SON OUVERTURE LE STUDIO ST SEVERIN V.O.

12 r. ST SEVERIN (5^e) ODE 5091 à 50m. du 3 Bd ST MICHEL

le plaisir de vous présenter la plus célèbre COMÉDIE AMÉRICAINNE

New-York Miami de FRANK CAPRA avec CLARK GABLE CLAUDETTE COLBERT

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Présente :

EN PREMIERE EXCLUSIVITE

CIEL PUR

de ERIGORI TCHOUKHRAI

Grand Prix du Festival de Moscou 61

PETITES ANNONCES

Tribune Socialiste, 71, rue des Sts-Pères.

Tarif forfaitaire : 20 NF plus taxes.

REGLEMENT COMPTANT. AUCUNE ANNONCE N'EST ACCEPTÉE PAR TELEPHONE.

● Camarade cherche 2 pièces. Tous quartiers, même avec fort loyer ou reprise. Ecrire à « Tribune Socialiste » N° 1501.

Dame, 64 ans, irait s'occuper d'enfants à domicile, éventuellement petits travaux ménagers pour Paris ou la banlieue nord. Ecrire au Service Publicité du journal, 71, rue des Saints-Pères, qui transmettra.

URGENT. Recherche chambre pour étudiants (tes). Ecrire au journal qui transmettra.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : ● Rédaction :

54, bd Garibaldi Paris (XV^e) 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : SUP 19-20 Tél. : PIG 65-21

● Publicité :

Geneviève Mesguiche 71, rue des Saints-Pères Paris (6^e)

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 52-61, rue La Fayette Paris (9^e)

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE

TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Parait le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

La rentrée de Sacha Distel

Ceux qui étaient bien déçus, l'autre soir, à l'Olympia, c'était les petits jeunes gens que l'on appelle les « fans », venus voir le roi de la bossa nova et l'entendre chanter Brassens et Trenet, c'est choquant, et comme les gens qui étaient venus voir Distel chanter Brassens et Trenet ont trouvé ça bien creux et pas très remarquable, le malentendu était complet.

Pourquoi, mais pourquoi Distel n'a-t-il pas bâti son tour sur la bossa nova qui lui va si bien au teint ? Il n'y a pas de honte à ça et tout le monde ne peut pas être Aragon ou Valéry... La preuve que le public attendait du rythme, c'est que la salle, en première partie, a fait un triomphe à un petit jeune homme pâle, Leny Escudero, je crois, qui en huit chansons a exécuté à coups de mitraillette l'amour et ses conséquences... C'est jeune et ça n'a pas beaucoup de talent, mais ça crie plus fort que les autres.

En définitive, les meilleurs moments de la soirée, nous les devons à Léon Malaquais et son orchestre des Beaux-Arts, fanfare tonitruante, sortie tout droit d'un film de Dhéry, et surtout aux Machucambos, trio sud-américain, plein de rythme et de métier dont la Ravissante possède une voix fort attachante... C'est bien malgré pour un spectacle de Nouvel An.

Michel Joch

LE THÉÂTRE

“LE ROI SE MEURT”

d'Eugène IONESCO

« Le Roi se meurt » (1), donc tout doit mourir avec lui. L'essentiel de la dernière pièce d'Eugène Ionesco tient en une phrase. Entendons bien : l'auteur de « La Cantatrice chauve », maître de la métamorphose des situations en mots et en objets, « éclairé » son propos avec la technique qu'on lui connaît. La lente agonie d'un monarque, d'abord sceptique, enfin résigné, l'intéresse pour autant qu'elle lui permet d'exprimer à travers « la vanité du sort humain » notre absurde destin commun. De ce point de vue on trouve ainsi, une fois de plus, dans « Le Roi se meurt » l'obsession des « Chaises », de « Comment s'en débarrasser » : la décomposition d'une humanité narcissique toujours évoquée dans le moment où elle apparaît telle une mécanique sans but.

Mais alors que ces deux œuvres tournaient autour d'un phantasme plus ou moins symbolique (dans la première : un vieux couple attend et cette attente se concrétise dans une réception imaginaire figurée par des chaises ; dans la seconde : un couple assiste impuissant à la croissance rapide d'un cadavre dont on ne sait rien) « Le Roi se meurt » se développe sur un constant lieu commun : la mort atteint tout le monde.

L'habileté de l'auteur consiste cette fois à construire son œuvre à travers les sentiments et les ressentiments du vivant en sursis. Le monde doit agoniser dans le tempo du roi, tremblements de terre, planètes se figeant dans leur course, cycle naturel troublé annoncent la fin. Parallèles du temps et du roi. Le début de la pièce part drôlement, la fin atteint le tragique. D'ici à ce que M. Ionesco écrive comme MM. Claudel et Montherlant réunis il n'y a plus loin.

Tsilla Sheltin, Reine Courtois, Jacques Mauclair sont les protagonistes essentiels de cette fable édifiante. Ils ont conservé quelques tics du Ionesco de leurs débuts et ne donnent pas toujours la gravité escomptée par l'auteur à certaines de ses répliques. Jacques Noël n'a eu qu'à dessiner la synthèse de ses décors précédents pour trouver celui-là. C'est du Jacques Noël, quoi !

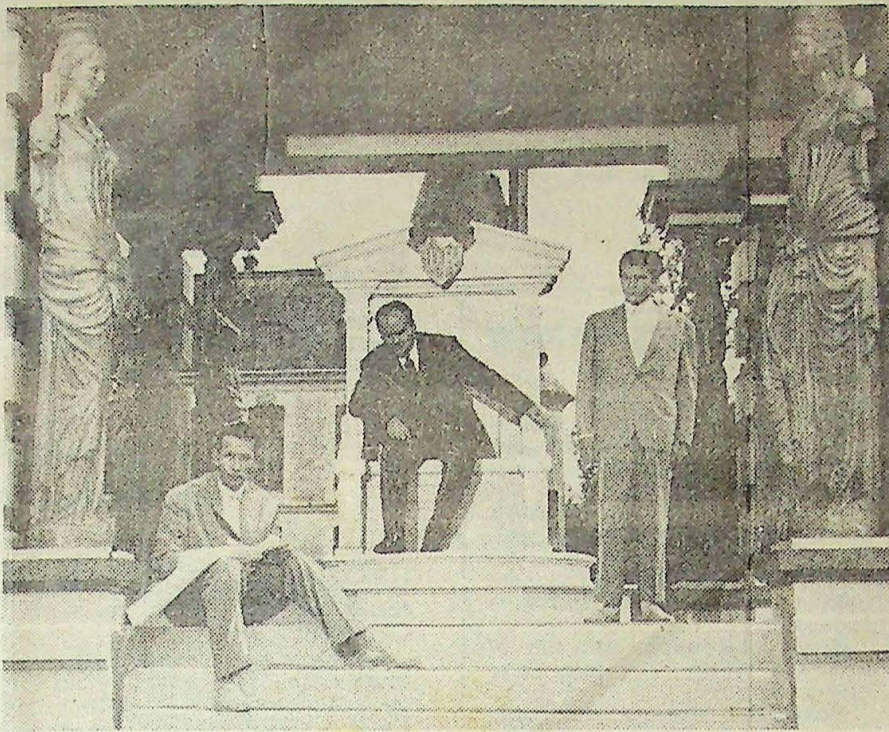
M. Ionesco voulait retrouver le « vrai » théâtre, avec les « vrais » grands thèmes. Si ce n'est que cela...

Emile Copfermann

(1) Théâtre de l'Alliance Française.

L'EMPIRE DE LA NUIT

de Pierre Grimblat



Une bonne caricature... (à droite, Jacques Sempey).

UN procès précéda la sortie du film. La veuve d'un empereur de la nuit crut y reconnaître le portrait de son mari. Dès l'abord, le film a donc un arrière-goût d'histoire vécue.

La vérité est moins aguichante. Le film débute dans le style parodique propre à Eddie Constantine : désinvolte et bon enfant. Le Pur et Dur Eddie lutte, contre des gangsters, pour la chaîne de cabarets et de boîtes de nuit qui forme l'héritage de l'Empereur de la Nuit. On croirait à une bonne caricature de western. Mais peu à peu le rythme tombe et le metteur en scène s'essouffle dans des gags qu'il étouffe artificiellement.

Pierre Grimblat, bien soutenu par la musique de Michel Legrand, fait étalage de virtuosité et tente de prendre le public à témoin. Le genre comédie-bouffe est particulièrement périlleux.

R. G.

I VINTI

d'Antonioni

CURIEUX destin que celui de ce film. Antonioni le réalisa voici plusieurs années, avant de connaître la grande célébrité que lui rapporta l'Avventura. Et le film eut des ennemis d'abord avec la censure italienne, puis avec la censure française.

Il s'agit d'un film composé de trois sketches, sur la « jeunesse perdue » de différents pays. Le sketch italien mettait en scène un jeune fasciste, dans le scénario primitif ; la censure italienne ne l'accepte pas, et le sketch définitivement filmé mit en scène un fait divers plus banal.

Le sketch anglais raconte une histoire de meurtre, où un coupable fier de son crime se démène jusqu'à être découvert, tant il a envie d'être apprécié et admiré. Le sketch français raconte l'histoire des fameux J3 de Malnoue. La censure française, le jugeant trop proche de l'histoire originale, en a interdit la projection en France. Ce qu'on peut voir actuellement constitue donc les deux tiers du film.

Dans la production antonionienne, I Vinti (1) occupe une place mineure ; l'épisode français (que nous ne voyons pas) est assez faible. L'épisode anglais, plein d'humour, est le plus réussi. On dirait qu'Antonioni a retrouvé, pour chacun des épisodes nationaux, le style même du cinéma du pays qu'il emprunte... Reste que I Vinti, bien qu'inférieur aux autres films d'Antonioni, est encore très au-dessus de la production moyenne, et particulièrement des films couramment consacrés au même sujet.

M. R.

(1) Pagode.

De l'étranger...

LA presse italienne nous apprend que deux films engagés viennent de sortir : Le Procès de Vérone, réalisé par Carlo Lizzani (dont nous avons vu et admiré en France Chronique des pauvres amants et Le bossu de Rome) met en scène les derniers jours du fascisme italien tandis que Les quatre journées de Naples réalisés par Nanni Loy, montre les atrocités commises par les Allemands au moment où ils durent abandonner Naples. Ce dernier film a soulevé des protestations de l'Allemagne fédérale.

Il est à craindre que le public français ne voie pas ces films — à moins que des ciné-clubs militants réussissent à les faire venir — pas plus que jusqu'ici il n'a vu All'Armi stam Fascisti, l'admirable film de montage sur le fascisme italien, réalisé pour le Parti Socialiste italien par Micciché, Del Fra et Mangini (une importante partie du commentaire de Franco Fortini est publiée dans Positif n° 49). Nous connaissons du cinéma italien les « ténors », Visconti, Antonioni, Fellini, et les « populaires » films de héros mythiques souvent divertissants. Nous ignorons — les distributeurs nous laissent ignorer — les jeunes réalisateurs (Maselli, Petri, Olmi...) et le cinéma engagé.

LES LETTRES NOTES ET CONTRE-NOTES

d'Eugène IONESCO

SOUS ce titre, dans la collection « Pratique du Théâtre », dirigée par André Veinstein (1), Eugène Ionesco publie une série d'articles, suppliques, protestations, professions de foi, défenses, attaques.

Passées les cinquantes premières pages où il s'emploie à nous prouver : 1° que son théâtre est né du hasard ; 2° que sous des dehors sérieux c'est un théâtre sérieux ; 3° que sous des dehors sérieux, il est parfois souriant ; 4° que le seul théâtre-théâtre n'est ni le théâtre populaire (plus populaire du tout dès qu'il veut l'être) ni le théâtre didactique (Brecht c'est édifiant et primaire) mais le théâtre classique, des Grecs à Molière (ni didactiques, eux, ni populaires : pourtant propres à atteindre un large public) ; 5° qu'il souhaite retrouver cette veine classique et universelle. Passées les cinquantes premières pages, donc, la fatigue nous envahit. Ionesco se répète, ses

« arguments » reviennent dix, vingt fois, s'usent et finalement, il apparaît comme un grincheux inquiet guetté par les vilains brechtiens qui ne songent qu'à le manger. Bon appétit ! Ionesco nous dit pourtant que son talent est reconnu dans le monde entier, qu'on le joue en dix, vingt, trente langues différentes, bref que cela marche bien. Parfait. Mais ces « Notes et contre-notes » n'apportent rien de plus que ses pièces. Si : elles confirment sa confusion d'esprit, son incapacité de se comprendre lui-même. Cela d'ailleurs doit le ravir : le théâtre ça ne se comprend pas, ça se fait (comme l'amour et le café), ça se sent... etc.

E. C.

(1) Editions Gallimard, 15 NF.

SAINTE-LYSISTRATA

de Robert ESCARPIT

LES billets quotidiens dans un journal du soir, ses nombreux livres, dont l'un lui a valu le Prix de l'Académie de l'Humour en 1960 (1), font de Robert Escarpit un talent confirmé.

Dans Sainte-Lysistrata (2) ce spécialiste de l'humour nous dévoile une nouvelle facette de son savoir-faire. Il brosse avec brio un tableau des divers courants politiques de la société française de nos jours. A Sarrazac, bourg des environs de Bordeaux, la lutte est sévère entre partisans de l'école libre et ceux de l'école laïque. Autour de ce combat s'agit un petit monde où tous les personnages ont valeur de symbole : le maire Brioux, tantôt de gauche, tantôt de droite selon ses intérêts, l'abbé Védrine dangereux et machiavel, le brave socialiste Cauche, le militant communiste Hernandez et le docteur O.A.S. Lapoutge, sans oublier les instituteurs P.S.U. et le brillant universitaire progressiste plastiqué.

Dans cette « cuisine » politique, le chef Escarpit joue franc jeu. Il se fait le champion de l'école laïque et cela donne un petit chef d'œuvre d'humour engagé que l'on savoure de la première à la dernière page. Toutefois, retenons particulièrement les débats du Comité de défense laïque où communistes et socialistes se querellent à tout propos ; le dialogue est irrésistible.

Marcel Aizertin.

(1) Peinture fraîche. Fayard.
(2) Fayard.

TELEVISION

LE PASSÉ ET L'AVENIR

CETTE semaine sur le petit écran, deux émissions scientifiques de grande qualité, une émission sur l'art remarquable et une excellente « dramatique ».

Pierre Sabbagh, avec L'Homme de demain, nous a présenté les applications de l'électronique dans divers domaines (télécommunications, médecine, économie, défense nationale). Précisons que l'application de l'électronique dans le domaine de la défense nationale, images de missiles et superfusées prêtes à détruire la planète, nous laissa une pénible impression.

Visa pour l'avenir, de Roger Louis, « Aux frontières de la vie ». Images très impressionnantes de cellules vivantes vues au microscope électronique, mais le commentaire était trop difficile à suivre pour le profane.

L'émission Terre des arts, de Max-Pol Fouchel, nous invita, par de très belles images, à la visite du château de Chambord, sur un commentaire très poétique de Pierre Gascar.

L'événement de la semaine fut l'œuvre de Victor Hugo : Quatre-vingt-treize. Ce film, réalisé spécialement pour la télévision par Alain Boudet et adapté fidèlement par Claude Santelli, donna, tant par la beauté des images que par la qualité des comédiens (Michel Etcheberry, Loleh Bellon, Jean Mercure, Pierre Michaël), une soirée très réussie.

Criticus